

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX: 0,60 NF

N° 128 - 22 Décembre 1962

Les problèmes de l'unité d'action abordés par la S.F.I.O. et le P.C.

Les 2 partis se sont attachés à tirer les leçons des scrutins d'octobre et de novembre et la S.F.I.O. a décidé de rejoindre l'opposition au régime

(Lire en page 3)

S. O. S. SORBONNE

La Sorbonne étouffe. On se bouscule pour assister aux cours.

Les étudiants dénoncent le scandale et manifestent.

(Page 5)

NOUVELLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE SOVIÉTIQUE

(Page 8)

L'AFFAIRE ÉLYSÉE II revient à l'ordre du jour

(Pages 6-7)

Après de Gaulle, Kennedy...



(A.D.P.)

La diplomatie britannique fait feu des quatre fers. Après la « chasse » à Rambouillet, c'est l'heure pour Macmillan des « bains de soleil » aux Bahamas. Ces deux déplacements du Premier britannique en l'espace de quelques jours traduisent assez les difficultés actuelles de la Grande-Bretagne, en tenailles entre les « embûches européennes » multipliées par de Gaulle et les « distances » que prend Kennedy à l'égard du traditionnel « allié privilégié ».

(Page 9)

Le potage dans la vie d'aujourd'hui

Si le ridicule tuait encore en France, il y a longtemps que les responsables de l'émission « la Tribune de Paris », sur France I-Paris-Inter, seraient morts et enterrés. N'avaient-ils pas programmé pour mardi 11 décembre, à 20 h. 45, un débat sur « Le potage dans la vie d'aujourd'hui » ? Ceci n'est pas un canular destiné à discréditer la R.T.F. En dernier lieu, ce programme a été modifié. A la place du débat sur le potage, nous avons eu droit à quelque chose de plus consistant : « Les travailleurs indépendants devant les élections aux caisses d'allocations familiales ». Il reste donc quelques individus conscients à la radio.

Nous regrettons cependant que le débat sur le potage n'ait pas eu lieu. Le voile aurait été levé sur ce problème. Sous la conduite du « Guide », tous les autres problèmes trouvent leur règlement : les rapatriés ont des logements et du travail, les étudiants des amphithéâtres grands et spacieux, les travailleurs de hauts salaires qui leur permettent une vie décente, le danger d'une guerre n'est plus qu'un mauvais souvenir. Reste le potage : doit-il être national ?

Autopsie d'un indépendant

Les indépendants ont refusé de siéger à l'extrême-droite. Ils ont demandé la répartition de leurs représentants dans l'hémicycle selon un bandeau hori-

zontal, au lieu de la tranche verticale traditionnelle.

L'indépendant, malgré son nom prétentieux, est un animal effrayé par l'extrême. Il se déclare indépendant, non pas de ceux qui le nourrissent : les gens de l'U.N.R. et leurs semblables capitalistes ; mais de ceux dont il a peur : les affreux communistes. Il pense donc qu'en refusant de siéger à l'extrême-droite, il se fera moins remarquer de ses ennemis.

Il pense que dans la nuit qui suivra le célèbre « grand soir », devenu pourtant bien folklorique, il lui suffira de se promener avec un écriteau portant inscrit le nom « indépendant » pour échapper au couteau du féroce métallurgiste de Boulogne-Billancourt. On avait peur comme cela, en 1936, du côté d'Auteuil. L'indépendant 1962 a conservé intacte cette peur 1936.

Il enregistre aujourd'hui la peur 1962. Il la léguera à ses descendants. Il ne conserve pas. Il collectionne des frissons pour se convaincre qu'il est bien chez lui, entouré des siens qu'il ennuie.

L'enquête du P.M.U.

Les enquêteurs ignorent s'il y a eu des fraudes, le dimanche 9 décembre. Beaucoup trop de parieurs ont joué la même combinaison de « tiercé ». L'administration du P.M.U. imagine que c'est le fait d'un gang de parieurs, répartis entre Paris, Lyon, Bordeaux et Marseille. Ces parieurs auraient misé sur les premiers chevaux d'une course où la piètre qualité de leurs autres rivaux les assurait de la victoire.

L'enjeu de la fraude pourrait être celui-ci : la somme

engagée par les parieurs lyonnais était de l'ordre de 80.000 NF. Ils auraient touché 1.050.000 NF. Ceci, à Lyon seulement.

L'enquête se poursuit.

Anachronisme

Un collègue qui enseignait en Tunisie. Elle a pris une position très tranchée en faveur de la révolution algérienne. Le gouvernement français lui refuse son détachement en Algérie sur décision formelle du Premier Ministre.

Nous souhaiterions connaître les raisons de ce refus.

Les regrets du montagnard

EXTRAIT du *Montagnard* du 30-11-62, ces lignes écrites par A. Veiller, membre de la S.F.I.O. :

« Je veux souligner l'attitude stupéfiante de Guy Mollet.

« Il a déclaré que, dans les circonscriptions où un communiste serait opposé au second tour à un U. N. R., il ferait voter les socialistes contre le candidat U.N.R.

« Il a précisé que cela ne se produirait que dans douze circonscriptions. Cela s'est présenté dans quatre-vingt-dix.

« Contre de Gaulle, c'est le P.C. qui a conduit le bal.

« La S.F.I.O. peut s'allier avec la droite pour former le cartel des « non ». La S.F.I.O. peut s'allier avec l'extrême-gauche du P.C. pour former un nouveau Front populaire entièrement différent de celui de 1936. La S.F.I.O. peut refuser de s'allier tant avec sa gauche

qu'avec sa droite. Mais... elle ne peut pas s'allier à la fois avec la droite et avec le P.C. »

Pourquoi pas ? Si ce témoignage d'un militant S.F.I.O. rapporte bien le désarroi de la base devant les décisions en dernière heure de la « tête », il nous paraît manquer de largeur d'esprit. D'abord, ce militant n'a pas confiance en son chef, et c'est désagréable d'apprendre cela. Ensuite, ce militant de base ne paraît pas croire à la vocation de la S.F.I.O. pour la fédération de toutes les forces de l'opposition au Parlement contre le noyau U.N.R. Et cela aussi est tout à fait désagréable.

Pays-Bas et douilletts

SELON une statistique publiée par l'hebdomadaire *Margriet* : « 78 p. 100 des Hollandais possèdent un salon ; 81 p. 100, une chambre à coucher complètement installée ; 98 p. 100, une salle à manger ; 98 p. 100 ont accroché des rideaux à leurs fenêtres, et... 99 p. 100 ont recouvert leur sol de tapis. Ce dernier chiffre est unique en Europe. »

Il existe tout de même, au milieu de ce confort douillet, un parti socialiste qui s'appelle le Parti Socialiste Pacifiste des Pays-Bas. Il est intéressant de noter que ce parti ne recrute pas ses adhérents seulement parmi les 22 p. 100 de Hollandais qui ne possèdent pas de salon ; les 19 p. 100 qui n'ont pas une salle à manger complètement installée ; les 2 p. 100 qui n'ont pas de chambre à coucher ; les 2 p. 100 qui ont négligé d'accrocher des rideaux, et les 1 p. 100 qui n'aiment pas les tapis.

L'inquisition

TROIS hommes condamnés à mort pour hérésie et cinq à la prison perpétuelle. On pourrait croire à une histoire du Moyen Age ou des plus sombres jours de l'Inquisition.

Mais cela s'est passé il y a moins d'une semaine, à Nador, au Maroc. Ces hommes n'ont rien fait, sinon appartenir à la secte Bahai et croire que toutes les religions émanent d'un même dieu.

Fondé par Baha Allah au XIX^e siècle, le Baháisme, plutôt qu'une religion, est la croyance philosophique en l'unification de toutes les religions. Tous les prophètes y sont vénérés au même titre. « Dieu a fait de tous les hommes les gouttes d'eau d'une même mer et les feuilles d'un même arbre. » Tel est l'enseignement de cette religion. Pour avoir cru en cela, des hommes risquent leur vie.

C'est le devoir de tout démocrate de mobiliser l'opinion pour empêcher ce crime.

Une soirée bien parisienne

DE nombreux journalistes avaient reçu une mystérieuse invitation à se rendre le samedi 15 décembre, à bord d'un bateau-mouche.

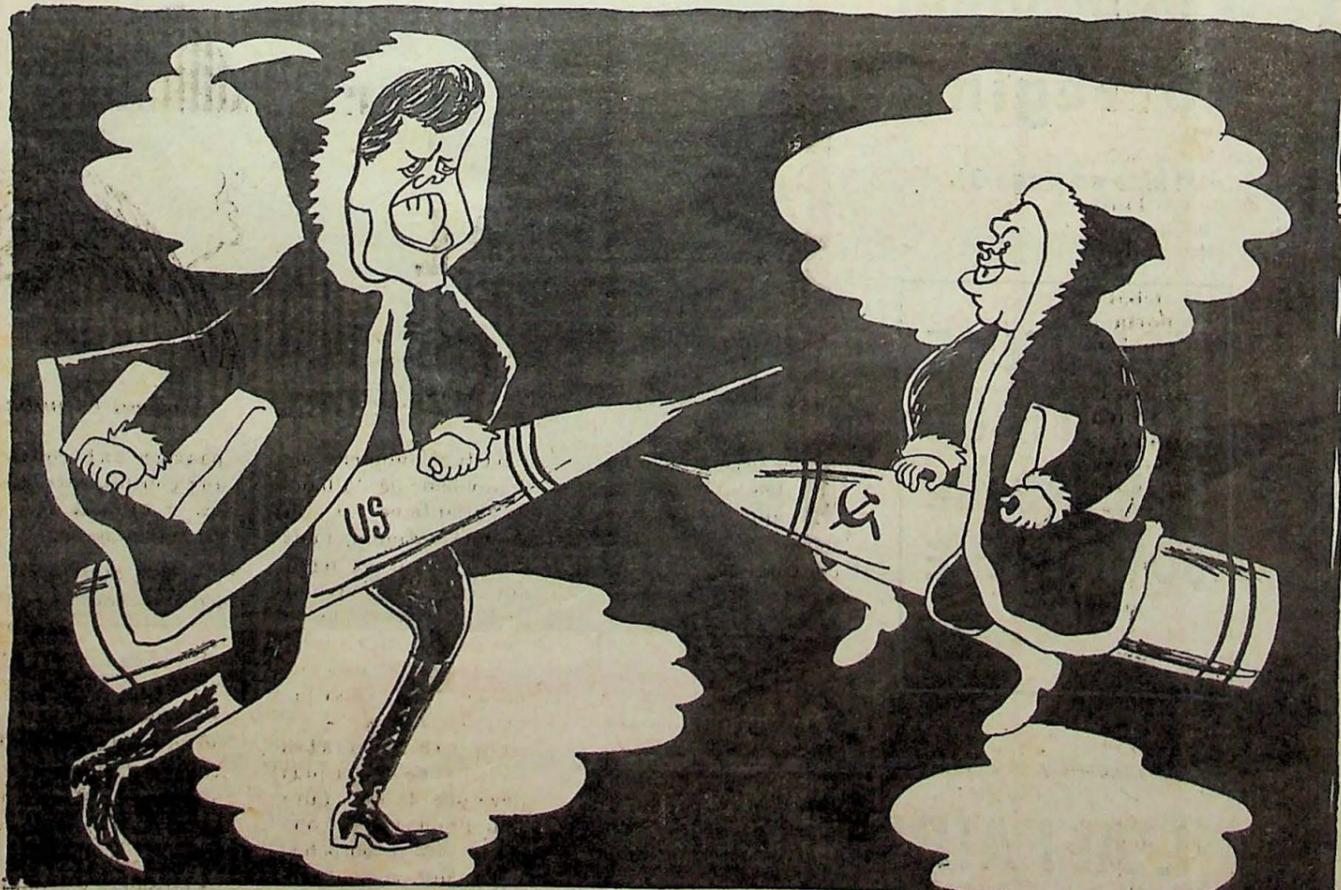
Elle avait été lancée par « l'Association des familles des patriotes emprisonnés ».

Il s'agissait de la signature du livre : « Journal d'un embaillé », de Jacques de Laroque Latour, qui avait pris deux ans pour avoir trempé dans l'affaire du complot de Paris avec le général Faure.

Des gorilles, des fleurs de lys, des brevets para, de charmante jeunes femmes très XVI^e, un nez de cuir et un buffet, tout y était.

LE DESSIN DE JEAN CHARLET

QU'ILS BOUGENT TOUS LES DEUX MAIS PAS TROP !...



« Il ne peut y avoir d'accord si l'un bouge et l'autre reste immobile » (KROUCHTCHEV au Soviet le 12 décembre)

LE BILLET DE JEAN BINOT

Du bon côté

L'ASSEMBLEE générale des Nations Unies — autrement dit « le machin » — a voté une résolution invitant le Portugal à accorder immédiatement l'indépendance aux territoires sous son administration.

Par 82 voix contre 7. Vous pourriez penser que la France, dont les dirigeants actuels et provisoires proclament à l'envi que le régime a réussi la décolonisation, vous pourriez penser que la France est parmi les 82 ?

Vous le penseriez à tort. La France est au nombre des sept, en compagnie de la Belgique, des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Espagne, de l'Afrique du Sud — et du Portugal évidemment.

En compagnie de la Belgique, qui pleure son Congo, des Etats-Unis, que leur Cuba dérange, du Royaume-Uni (à cause du porto ?) de l'Espagne, de l'Afrique du Sud et du Portugal qui sont des démocraties exemplaires...

Cette France-là, qui fait si bon marché du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, cette France-là est celle du général et du directeur de la banque Rothschild.

Mais qui s'en soucie, à l'heure des réveillons et des messes de minuit ?

éditorial

LA GAUCHE EN MOUVEMENT

L'UN après l'autre, les partis font leur inventaire. Après le M.R.P., dont nous avons parlé dans notre précédent numéro, c'était cette fois le tour du parti communiste et de la S.F.I.O.

Le comité central du premier, comme on pouvait s'y attendre, a mis l'accent sur sa volonté de rapprochement avec la S.F.I.O. « et les autres républicains » (on semble s'être attaché à citer le P.S.U. le moins souvent possible). Il a repris sa formule traditionnelle : « écarter tout ce qui divise et ne retenir que ce qui unit ». La méthode ainsi définie a peut-être sa valeur quand il s'agit d'amorcer le mouvement unitaire, le faire surgir d'une coalition simplement défensive et improvisée, comme ce fut le cas lors des élections législatives. Il nous paraît douteux qu'elle soit bonne si l'on veut aboutir, ainsi d'ailleurs que l'ont souhaité les communistes, à une coalition durable et solide ayant pour objectif de renverser le régime gaulliste et de revendiquer les responsabilités de sa succession. On peut regretter qu'il en soit ainsi, mais c'est une réalité qu'il est difficile de contester : il n'y aura pas élargissement et consolidation de l'unité si, faute d'une explication approfondie, subsistent les méfiances nées d'un long passé de divergences graves et parfois de luttes impitoyables.

L'élément le plus nouveau des travaux du comité central réside dans les affirmations relatives à la politique internationale qui, bien entendu, commande dans une très large mesure l'évolution de notre politique intérieure.

S'adressant à la S.F.I.O., la résolution du C.C. affirme que « les communistes n'ont jamais fait et ne font pas du retrait de la France de ces organismes (l'alliance atlantique et le marché commun) la condition d'une action commune en faveur de la paix ». Quoi qu'aient affirmé ces derniers jours les commentateurs de l'Humanité, c'est tout de même un changement sensible : le P.C. français n'avait pas encore adopté cette attitude, qui était déjà celle du P.C. italien depuis assez longtemps.

D'autre part, les Chinois ont été cette fois condamnés plus ouvertement et plus nettement qu'auparavant.

Si l'on a très peu parlé du P.S.U. au Comité Central communiste, on l'a au contraire souvent mentionné au Conseil national de la S.F.I.O. Marquons-le en passant : le ton n'est plus celui de la lettre qui nous était adressée en réponse à notre proposition. Abordons les autres aspects de ces délibérations.

Premier point à noter : le changement d'attitude à l'égard du régime gaulliste. La S.F.I.O. a achevé son évolution : elle passe à une opposition globale. On a pu entendre Mollet, lui-même, découvrir ce qu'il n'avait pas voulu voir en 1958 : « Nous sommes entrés dans un processus qui mène à un fascisme à la française. » Mieux vaut tard que jamais. Que de dégâts cependant en quatre ans de complaisance !

Deuxième point : la quasi-unanimité a approuvé le renversement d'alliances qui s'est opéré en pleine campagne électorale. Seul, ou presque, Leenhardt a critiqué la soudaineté de l'opération. Mais il semble bien que l'on n'ait guère partagé ses craintes, lorsqu'il a affirmé : « Nos militants sont maintenant divisés : les uns veulent que nous allions vers le Front populaire, les autres sont scandalisés. »

Ce n'est pas en effet ce qui ressort des débats. Car — c'est le troisième point et le plus important — il est évident qu'au cours de ce Conseil national on n'a pas parlé des rapports avec le P.C. exactement dans les mêmes termes qu'auparavant. Bien sûr, Mollet a déclaré : « Rien n'a changé entre eux et nous. » Mais il a ajouté : « Cependant nous devons affirmer qu'il faudra bien un jour que l'unité se refasse. Il faudra bien qu'on y arrive, sous peine de faire le jeu de la droite et d'assurer son succès si nous nous obstinons. »

En outre jamais depuis bien longtemps dans un débat de la S.F.I.O., on n'avait parlé du problème des rapports avec le P.C. aussi ouvertement que l'a fait Albert Gazier, dont nous reproduisons d'autre part les propos. En tout cas, à aucun moment, il n'a été parlé de coalition du type « cartel des non ».

En conclusion, la S.F.I.O. s'est donné quelques mois, jusqu'à son congrès de la Pentecôte, pour procéder à un examen de conscience.

Bref, on peut dire, sans forcer la réalité, que, pour la première fois depuis plusieurs années, les positions se sont assouplies de part et d'autre. Nous sommes, certes, encore loin du but à atteindre. Mais les délibérations des deux partis ont sans aucun doute créé un climat favorable aux initiatives que notre comité politique national du 2 décembre a proposées à nos militants.

Robert VERDIER.



(Archives TRIBUNE.)

AU CONSEIL NATIONAL de la S.F.I.O.

VOICI d'abord le texte de la résolution qui a été adoptée à l'unanimité moins quatre abstentions :

Le Conseil National approuve l'action des organismes directeurs du Parti depuis sa dernière réunion.

Le Conseil National constate dès maintenant que les conditions dans lesquelles le général de Gaulle a conduit les opérations référendaires et électorales, notamment en utilisant abusivement des moyens d'information appartenant à la collectivité, confirment pleinement les analyses précédentes faites par le Parti socialiste sur le caractère personnel des objectifs du Pouvoir.

Il dénonce l'illusion que constitue, pour l'ensemble de la population française, le programme économique et social présenté par le Premier ministre devant l'Assemblée nationale.

Il affirme son hostilité sans réserve à l'égard de l'ensemble des objectifs internationaux et institutionnels fixés par le chef de l'Etat.

Il rappelle que les dangers essentiels pour la démocratie résident dans la conception que ce dernier se fait du pouvoir et dans la préparation d'une nouvelle offensive dirigée contre les libertés communales, l'indépendance des organisations syndicales et l'existence du Sénat.

Le Conseil National mandate le Comité Directeur pour mettre à l'étude, au sein du Parti, et faire régler par le prochain Congrès National, l'ensemble des problèmes idéologiques, politiques et structurels qui se posent au Parti et au pays.

D'autre part, un certain nombre de déclarations faites au cours des débats méritent d'être relevées.

De Georges Brutelle, dans son rapport, selon le compte rendu du Populaire :

« Il examine tour à tour l'attitude du parti à l'égard du P.C., du P.S.U. Il évoque les formules de cartels, voire de fédérations. Puis il ajoute : « Ne pouvons-nous prendre la tête d'une campagne pour l'éclatement des chapelles ou des vieilles églises et pour la formation d'un minimum de partis sur les bases de principes fondamentaux ? »

Francis Leenhardt :

« L'option votez communiste plutôt qu'U.N.R. heurte la position traditionnelle du parti, qui était la lutte sur deux fronts... Cette déclaration a cassé le cartel des « non », qui était déjà bien fragile... Certains de nos électeurs ont peine à suivre nos variations à l'égard du pouvoir gaulliste. Les variations ont désorienté le corps électoral. »

On ne saurait mieux dresser le bilan de l'attitude de la S.F.I.O. depuis 1958.

Albert Gazier :

« Notre but est de succéder à de Gaulle : il faut nous préparer à avoir notre gouvernement. Des difficultés existent pour former cette coalition. Celle-ci passe par le P.S.U. Pourquoi ne pas inciter une délégation de celui-ci à un de nos congrès pour qu'il nous explique sa position... »

« La gauche, sans l'appoint communiste, est impuissante. La gauche, avec le P.C., se pervertit. Comment peut-on en sortir ? La gauche réunifiée pour exiger de savoir, du P.C. s'il soutient ou non le programme et, partant de là, on peut discuter avec le P.C. »

AU COMITE CENTRAL DU P.C.



(Archives TRIBUNE.)

LA résolution adoptée par le P.C. après avoir énuméré les points d'accord qui permettraient aisément l'établissement d'un programme commun (augmentation des salaires et réduction de la durée du travail, suppression des abattements de zones, création d'un impôt sur l'enrichissement du capital, nouvelles nationalisations, réforme démocratique de l'enseignement, réduction de la durée du service militaire, etc.) déclare :

« Sans doute, des divergences existent entre le parti socialiste et

le parti communiste sur le problème de l'Alliance atlantique et du Marché commun, mais les communistes n'ont jamais fait et ne font pas du retrait de la France de ces organismes la condition d'une action commune en faveur de la paix... »

Les communistes n'ont pas de devoir plus élevé que de tout faire pour prolonger et consolider les rapprochements qui se sont effectués avec les socialistes et les autres républicains.

Enfin, dans le texte relatif aux problèmes internationaux, un long

passage est consacré aux conflits entre Russes et Chinois. Il y est dit notamment :

« Les camarades du parti communiste chinois persistent à remettre ouvertement en cause la politique de coexistence pacifique, la nécessité de trouver des solutions négociées aux problèmes internationaux litigieux, les possibilités de passer au socialisme, y compris par les voies pacifiques, la juste lutte contre les séquelles du culte de la personnalité de Staline... »

LE GROS APPETIT DES "COMPAGNONS DU GUIDE"

B IEN que M. Chaban-Delmas ait déclaré en reprenant place pour cinq ans au fauteuil présidentiel de l'Assemblée nationale « qu'il s'efforcera d'être le président de tous sans distinction, et de respecter le droit de la minorité », nous avons assisté presque quotidiennement, depuis la séance inaugurale de la nouvelle Assemblée, au lamentable spectacle d'une majorité foulant aux pieds les règles de la démocratie parlementaire.

C'est ainsi que deux manœuvres ont donné aux « Compagnons du Guide » tout pouvoir dans le jeu réel de cette assemblée. Mais, au moment où cette majorité, violant son propre règlement, écartait les communistes du bureau, un vote

unitaire donnait 117 voix à Marie-Claude Vaillant-Couturier, ce qui semble qu'en face de l'absolutisme U.N.R. se forge au sein même de l'Assemblée, une union, espérons-le à long terme, des forces d'opposition.

L'U.N.R. n'a pas seulement jugé bon d'éliminer le P.C. du bureau, elle a de plus éliminé toute l'opposition des bureaux de commissions, s'y réservant avec les indépendants, alliés de l'U.N.R., la répartition des sièges, à l'exception de Maurice Schumann et Halbout (M.R.P.) et de Palméro (non inscrit). Ainsi à une Assemblée qui ne représente pas, étant donné l'iniquité du scrutin, la véritable physionomie politique du pays, se superposent un bureau et des commissions d'où a

été banni tout risque d'opposition.

Cette attitude de la majorité, nous montre s'il en était encore besoin, le mépris des élus gaullistes pour tout ce qui rappelle « l'ombre » de la démocratie.

Non contents de se réserver presque toutes les places dans le bureau de l'Assemblée nationale, dans les bureaux des commissions, les assoiffés du pouvoir ont eu peur de paraître ce qu'ils sont. Cette « fuite du côté droit de l'Assemblée » est un nouveau masque, si dérisoire qu'il apparaisse, permettant à cette majorité de continuer sa démagogie sociale.

Cette quinzaine politique se solde donc par un certain nombre d'entorses aux habitudes parlementaires, préparant ainsi des illéga-

lités autrement fondamentales. Le plus grave à notre sens est que l'évolution du régime se fait par entorses mineures, légalement pourrait-on dire.

Le fascisme n'est pas toujours l'aboutissement d'une crise violente, il peut devenir la résultante d'un régime monopoliste d'Etat, et si notre régime et son évolution actuelle ne peuvent s'identifier au fascisme, c'est bien un capitalisme monopoliste d'Etat qui a pris en main tous les rouages du Pouvoir.

A nous plus que jamais s'impose la lutte contre la démagogie gaulliste, par une union sans équivoque des forces de gauche.

Dominique Laury

En correctionnelle « LE CANARD ENCHAÎNÉ »

essaye d'échapper à la broche

POUR la première fois de son histoire, dans sa 42^e année d'existence, « Le Canard enchaîné » a été assigné en justice par un gouvernement. Devant la XVII^e Chambre correctionnelle, il a comparu sur plainte de M. Messmer, pour « injures envers l'armée ». L'article incriminé avait paru le 1^{er} mars 1961, sous le titre : « Les Fils de généraux ne meurent pas dans leur lit. » C'était une réponse acerbe du « Canard » à « Paris-Match », qui s'était ému sur le sort « de 43 fils de généraux tombés au champ d'honneur ».

LES EPAISSES BRUTES...

Le substitut, M. Jacques Simon, tenta, dans un réquisitoire peu convaincant, de démontrer que le « Canard » était allé trop loin et qu'il avait offensé « des sentiments que tout le monde s'accorde à traiter avec pitié » et « qu'une larme discrète exprime ». « Le Soldat inconnu est peut-être un fils des champs, peut-être aussi le fils d'un général ».

M^r Badinter, le premier défenseur, vola au secours du « Canard », dans une plaidoirie fort bien construite qui répondait point par point au réquisitoire.

Puis le défenseur démontra que les qualificatifs d'« épais-brutes », de consternants imbéciles et de professionnels du carnage ne s'adressaient

Un passage de l'article

« Nombre de professionnels de la bravoure ne sont que d'épais-brutes ou de consternants imbéciles. La fausse noblesse ne nous éblouit pas... »

pas à l'armée, mais à certains de ses membres. Et M^r Badinter de citer le lieutenant Charbonnier, l'étrangleur du professeur Audin, et le père Delarue, apôtre de la torture. L'avocat termine en remarquant que le ministre des Armées a saisi le garde des Sceaux de l'affaire le 14 mars seulement, à la veille des pourparlers de Melun : « On a voulu apaiser l'armée en lui livrant un « Canard » contre l'Algérie. »

...MAIS OU SONT-ELLES ?

La plaidoirie de M^r Badinter avait fait sourire l'assistance, celle du bâtonnier Toulouse la fera rire et le président Fiamma menacera de faire évacuer la salle, tout entière gagnée à la cause du « Canard ».

Le bâtonnier s'étonne ensuite que, malgré l'appel du « Canard », aucun militaire ne se soit reconnu dans les expressions mises en cause. Puis le bâtonnier rappelle le récent scandale des brutalités de la caserne Niel à Toulouse et les sanctions prises par le gouvernement.

Il poursuit, très étonné : « Si l'armée ne compte que des gens qui aient toutes les vertus de devoir, de fidélité, de sacrifice, de pureté, pourquoi y a-t-il en prison tant de sous-officiers, d'officiers subalternes et généraux ? Et ils y sont à la demande du gouvernement, à votre requête, monsieur le procureur de la République. » Jugement le 11 janvier.

Lucien Hermant.

Le « Pompidouisme » : un catalogue

où les prix ne sont pas indiqués

LE président du groupe parlementaire de la S.F.I.O., Gaston Defferre, a d'abord, dans son interpellation après la déclaration gouvernementale, qu'il y eût un « pompidouisme ». Le mot fera fortune. Le député de Marseille a raison : il n'existe que le gaullisme, et c'est lui qui remporte la victoire au cours des dernières élections législatives. C'est le gaullisme, aussi, qui triomphe depuis 1958, mais, à cette époque, Gaston Defferre et ses amis portaient le gaullisme sur les fonts baptismaux de la V^e République, le soutenaient de leur tendresse. Aujourd'hui, l'enfant a quatre ans — les régimes vieillissent plus vite que les humains — la S.F.I.O. renie ce rejeton terrible. Cependant, le sujet était taré dès sa naissance, mais il est vrai qu'il y a des enfants décevants comme il y a des parents abusifs...

Là n'est pas notre propos principal. Si nous avons cité Defferre et la S.F.I.O. c'est parce que l'intervention du leader socialiste reflète assez bien ce qu'il faut penser de la déclaration gouvernementale du Premier ministre Pompidou : « débat inutile et de caractère mensonger ».

Un catalogue enluminé

Il est assez vain de vouloir analyser le discours de M. Pompidou. Le Premier ministre est un homme de bonne compagnie, et probablement animé des meilleures intentions du monde. Son but, en montant à la tribune du Parlement pour le premier discours de la législature, fut de présenter au pays un joli catalogue de projets, enluminé de couleurs chatoyantes : ne sommes-nous pas à la veille de Noël ?

Somme toute, qu'avait-il à se soucier du vote — et des interpellations — le résultat était connu d'avance. Restait simplement à mesurer l'ampleur de la majorité. Aux 268 fidèles, on peut mentalement ajouter les dix-sept remplaçants des ministres U.N.R. et une dizaine d'absents.

Néanmoins, M. Pompidou a voulu exposer ce que sera — d'après lui — la politique de son gouvernement pour les années à venir. Nous avons parlé de « catalogue » ; en effet, si l'on prend à la lettre les promesses faites, le cadeau est trop beau. Tout le monde y aura droit. Bon. Mais qui paiera ? Car c'est là, au fond, tout le problème. Au risque de nous répéter, nous dirons à nouveau : toute politique nécessite une option dans la recherche des moyens. Or, rien n'indique, dans la déclaration gouvernementale, quels seront les moyens pour mettre en œuvre la politique sociale de M. Pompidou.

Il en est de même pour les autres chapitres du catalogue. Qu'il s'agisse de Pierrelatte ou du Marché commun et de la Grande-Bretagne, qu'il s'agisse du Pacte atlantique ou de la politique à l'égard de l'Algérie, M. Pompidou s'est bien gardé de solliciter la volonté des représentants du pays. Car cette politique ne souffre pas

d'options différentes que celle qui est décidée par le général de Gaulle. Dès lors, le droit de contrôle des Assemblées n'est qu'un mythe à partir du moment où elles ne peuvent empiéter sur le domaine réservé au Président de la République.

Qui bénéficie de l'expansion ?

L'expansion économique de la France est indéniable, mais où vont les bénéfices de cette expansion ? Sont-ils reversés dans des investissements sociaux, bénéficiant directement et en priorité aux classes laborieuses : logements locatifs à des prix abordables, écoles, stades, Sécurité sociale, réforme de l'agriculture, conditions des petits agriculteurs et des salariés, enseignement, etc.

Jusqu'à présent, poser la question c'est y répondre, les mouvements sociaux nous le prouvent amplement. Le Premier ministre a été obligé de convenir que la hausse des prix pouvait être inquiétante et qu'il pourrait y avoir quelque risque d'inflation.

Les investissements, par contre, sont importants dans les entreprises d'envergure où se trouvent engagés les énormes intérêts du capitalisme industriel et bancaire. On peut, bien sûr, parer ces derniers du drapeau national et même du vernis de la

Tanguy-Prigent doit interrompre momentanément ses activités

NOTRE ami Tanguy-Prigent, éprouvant de grandes fatigues après une campagne électorale à laquelle il a participé de toutes ses forces, s'est vu obligé de prendre pendant quelque temps un repos complet. C'est ainsi qu'il n'a pu participer aux premiers débats de l'Assemblée Nationale et qu'il a été absent lors du scrutin sur la présentation du gouvernement.

Le Bureau National de notre parti et la rédaction de Tribune Socialiste adressent à Tanguy-Prigent leurs vœux de rétablissement et l'expression de leur affectueuse sympathie.

« grandeur », tels l'entreprise de Pierrelatte — gouffre énorme, doucement rentable dans ses immédiats buts militaires — ou de la douteuse force de frappe française et son cortège d'engins et d'avions périmés sitôt que construits.

Car, enfin, il faudra bien choisir, n'en déplaise à M. Pompidou — pardon, je voulais dire au général de

Gaulle. Pour financer la politique sociale annoncée, la force de frappe, l'intégration des rapatriés, l'aménagement du territoire, etc., il faudra bien prendre l'argent où il se trouve. Il est peu probable que les dignes représentants des conseils d'administration bancaires réunis au gouvernement acceptent de laisser rogner les superbénéfices de leurs mandats. Et ce n'est pas la droite française, groupée sous le sigle U.N.R., qui décrètera son 4 Août.

Quoi qu'en dise le peu dogmatique Edgar Faure. Dans une de ces envolées dont il a le secret, il affirma doctoralement, à Lyon, que « l'enrichissement de l'ensemble des ouvriers conduit à l'enrichissement des patrons » et, sur sa lancée, « que les conflits idéologiques peuvent donc être abandonnés et que les problèmes économiques ainsi compris ne doivent plus opposer conservateurs et progressistes, mais seulement les gens compétents aux démagogues ».

Naturellement, M. Edgar Faure, tout comme M. Pompidou, ne pose pas le problème à l'envers, par exemple que « l'enrichissement des patrons devrait conduire à l'enrichissement des ouvriers ». Il ne s'aventure pas non plus à dire que les ouvriers ne sont pas des machines à consommer mais aussi des hommes qui veulent aller au-delà de leur situation prolétaire pour accéder, à égalité, à l'administration des choses. Ce que les ouvriers auraient fort bien compris, puisqu'ils restent, heureusement, très réticents devant les offres qui leur sont faites de participer négativement à un Conseil économique et social, chambre d'entêtement de décisions arrêtées par ailleurs.

L'heure du choix

Alors, il faudra choisir ! Ce sera l'heure des options nationales. Le catalogue Pompidou se déchirera et bien heureux seront les syndicats ouvriers s'ils ne se sont pas laissés entraîner dans la pseudo-politique d'association. Leur droit de contestation sera entier et ils pourront, unis aux partis politiques vraiment de gauche, confondre la démagogie U.N.R. et soumettre au pays ressaisi un véritable programme, dénué, certes, des couleurs éclatantes du verbalisme pompidouesque, mais plus proche des dures réalités et des intérêts des travailleurs français.

Le pompidouisme, par contre, réalisera l'annistie des « égarés » car de Gaulle aura encore besoin des officiers inspirés du national-socialisme pour mater la classe ouvrière lorsque le mythe gaulliste sera enfin dissivé et que s'ouvriront les yeux des braves gens aveuglés. Nous n'en sommes pas là, hélas !

Mais, pour l'instant, nous savons qui fera les frais du catalogue gaulliste.

Bertrand Renaudot.

Où en est la "Reconversion" : Aujourd'hui la F.G.E.L.

LA F.G.E.L. (Fédération des Groupes d'Etudes de Lettres) :

- 7.000 adhérents ;
- 16 groupes.

Président : Antoine GRISET.

Bureau de 6 membres : 2 U.E.C., 1 P.S.U., 3 inorganisés.

Tribune Socialiste ouvre aujourd'hui une série d'enquêtes sur la situation actuelle du mouvement étudiant au moment où, la guerre d'Algérie terminée, se pose le problème de sa reconversion.

Nous donnons la parole à deux dirigeants de la F.G.E.L. : Bruno Queysanne, vice-président, et Antoine Griset, président.

Par le passé, la Sorbonne s'est illustrée dans la lutte contre le colonialisme et le fascisme (le F.U.A. est né à la Sorbonne).

A présent, elle se trouve confrontée à ce problème aigu qu'est la grande misère de l'Université française.

Que l'on songe aux 20.000 étudiants qui se pressent dans une Faculté dont la surface totale est de 15.000 m², couloirs et bureau du doyen compris...

Que l'on songe aux 75 % des étudiants en propédeutique qui ne seront jamais licenciés.

Que l'on songe enfin aux 3 % de fils d'ouvriers seulement qui ont accès à l'enseignement supérieur.

Sur tous ces problèmes, sur la revendication des locaux, sur les conditions d'études, sur la démocratisation de l'enseignement, la F.G.E.L. a engagé une action revendicative résolue.

C'est ça la « reconversion ».

INTÉGRER LA MASSE DES ÉTUDIANTS A LA VIE SYNDICALE

objectif majeur de la F. G. E. L.

C'EST au bout de 4 étages, dans un local encombré de pancartes revendicatives que les militants portent à la manière des hommes-sandwichs, que nous avons rencontré Antoine Griset et Bruno Queysanne.

T. S. — Comment la F.G.E.L. a-t-elle abordé cette année syndicale qui vient après des années d'action politique ?

GRISET. — L'an dernier, l'activité syndicale a été à peu près nulle car les luttes politiques mobilisaient les militants. Il s'est donc agi de réadapter la base à la revendication syndicale. Nous avions d'un côté une base qui revendiquait politiquement et de l'autre une base qui revendiquait corporativement. Elles étaient d'ailleurs éloignées. Il fallait donc réunir ces gens pour politiser le corporatisme et corporatiser le politique et aboutir ainsi au syndicalisme.

T. S. — La formule que tu emploies est bonne, mais crois-tu y être parvenu ?

GRISET. — Le premier signe de reconversion a été qu'un certain nombre de comités antifascistes sont venus travailler aux groupes et en ont, pour certains, formé les cadres. Mais il s'agissait surtout d'intégrer la masse des étudiants à la vie syndicale. L'essentiel était que les étudiants prennent en charge eux-mêmes leurs revendications et ne les laissent pas aux mains de l'Administration ou de leurs « bureaucrates ».

T. S. — N'est-ce pas là faire trop confiance à la « spontanéité des masses » ?

GRISET. — Je ne crois pas. Rosa Luxembourg a dit que la masse pouvait trouver seule ses revendications. C'est une attitude « spontanéiste ». En fait, il y a une dialectique difficile à observer entre ce « spontanéisme » et le stalinisme qui consiste à les imposer autoritairement. Notre action a surtout porté sur l'organisation de structures intermédiaires entre la base et le bureau, de structures qui permettent à chacun de participer à la vie du syndicat selon ses capacités et son désir.

T. S. — Quelles sont ces structures ?

GRISET. — Les commissions de réflexion, les comités d'amphi et les groupes de travail.

T. S. — Que sont ces groupes de travail ?

GRISET. — Il fallait réintégrer, en quelque sorte, le travail d'examen dans le syndicat et ouvrir ces groupes de travail préparant aux examens vers des problèmes plus généraux, c'est-à-dire syndicaux.

Dans certains groupes de travail, on a parlé de la manifestation, on a cherché à savoir qui y était allé, ou pas, sa valeur etc.

T. S. — Cette manifestation, la juges-tu réussie ?

GRISET. — Sur le plan formel, oui. Nous avons réuni plus de monde que la manifestation corporative organisée par le bureau de l'U.N.E.F. Mais les mots d'ordre étaient trop « corporatistes ». Et puis toutes les structures dont j'ai parlé n'étaient pas mises en place partout. En un sens, elle était donc prématurée et n'a pas eu toute l'ampleur qu'elle aurait pu avoir.

T. S. — Quelles sont vos revendications.

QUEYSANNE. — Il y a une nouvelle fac. La commission Le Gorgeu, du IV^e Plan, a prévu l'éclatement de l'Université de Paris selon deux axes Nord-Sud et Est-Ouest. C'est-à-dire respectivement : Villetaneuse-Châteaufort-Malabry et Nanterre-Fontenay-sous-Bois.

Mais le problème le plus urgent est de trouver une annexe à la fac de Lettres. Pour les Sciences, l'expérience d'Orsay a été trahie : prévue pour la recherche du 3^e cycle, on y affecte maintenant le second cycle. Et puis on ne peut détacher les C.L.U. (Collèges littéraires universitaires) de leur encadrement socio-économique (transports, logements, resto u.) sans parler de l'équipement culturel et sportif.

Nanterre est le projet le plus avancé. Le terrain est trouvé et la R.A.T.P. est prête à prolonger la ligne Vincennes-Neuilly jusque-là, mais pas avant 1967. Mais ce que nous voudrions, c'est un plan d'ensemble au lieu des vœux du doyen, des vœux de la commission Le Gorgeu.

T. S. — Peux-tu nous dire ce que sont au juste ces C.L.U. dont tu as parlé ?

QUEYSANNE. — Théoriquement, ces C.L.U. seraient des facultés complètes avec tous les instituts. Pratiquement, il est question de faire de

nancière de telle façon qu'elle ne pouvait non plus organiser la revendication car elle l'aurait fait contre elle.

Nous pensons que dans la mesure où le Centre National des Œuvres a la possibilité juridique de recourir au financement indirect pour la réservation en H.L.M. de logements étudiants, c'est donc au sein du C.N.O. que doit être mené l'essentiel de notre action.

GRISET. — Il faut bien dire que notre problème n'est pas seulement le manque de crédits mais celui de la politique du régime gaulliste qui tient à sa nature même. Il ne faut donc pas s'illusionner sur ce que nous pourrions obtenir avec ce régime : certaines satisfactions de détail mais assurément pas l'ensemble.

T. S. — Justement la politique gaulliste vise à intégrer les syndicats à l'Etat, ne crois-tu pas que le syndicalisme étudiant est plus vulnérable ?

QUEYSANNE. — Je ne crois pas que les étudiants soient plus vulnérables que les ouvriers. Mais un problème nouveau se pose à nous : l'Etat et la société capitaliste se donnent de nouvelles structures, une nouvelle organisation, donc des terrains de la lutte de classes et de l'action revendicative changent. Il s'agit pour nous d'intervenir à ces nouveaux niveaux et y transportant nos possibilités d'action de masse. Mais la conversion technique, la technocratie sont bien sûr les nouveaux dangers de la même manière que le parlementarisme fut, dans le passé, le danger de ceux qui voulaient porter la lutte de classes au Parlement. Oui, il y a un risque mais y a-t-il une politique sans risques ?

GRISET. — Il y a un danger venant de tendances favorables à la collaboration avec l'Etat capitaliste. Si le syndicat échoue dans son rôle d'information, de formation, de prise de conscience par les militants eux-mêmes de leurs problèmes, alors le danger sera réel. Par contre si notre effort pour transformer le syndicat en un syndicat de masse réussit, alors le danger restera faible.

T. S. — Y a-t-il unité de vos responsabilités sur ce point de vue ?

GRISET. — C'est l'opinion du bureau qui regroupe toutes les tendances de gauche et d'extrême-gauche : 2 U.E.C., 1 P.S.U., 3 inorganisés.

Mais il y a aussi une tendance influente qui fait partie de notre majorité et qui a des positions plus tranchées politiquement que celles du bureau et qui refuse toute collaboration et toute participation aux structures nouvelles du capitalisme : IV^e Plan, etc. Elle pourrait servir de garde-fou au cas, bien improbable, où certains d'entre nous se laisseraient glisser à une collaboration avec l'Etat capitaliste.

T. S. — Si nous prenions un militant de base en lui demandant s'il y a quelque chose de neuf à la F.G.E.L., que nous répondrait-il ?

GRISET. — Les réponses seraient, sans doute, diverses. Oui, diraient les uns car on ne fait plus de politique, pour d'autres rien n'a changé, d'autres enfin diraient qu'ils sont enfin informés et que nos délégués parlent tous les 8 jours dans les amphithéâtres.

QUEYSANNE. — Oui car il y a du nouveau. Notre souci de démocratie interne s'est manifesté lors de la préparation de la manifestation : préparée par de petites manifs d'amphi, par une agitation à la base, elle a été votée dans les amphithéâtres. Oui, il y a un nouveau style.

(Enquête réalisée par Catherine Delafosse, François Aron et Jacques-Arnaud Penent.)

UNI - Bref

DES ELECTIONS...

à MONTPELLIER :

Elections sur carte de Faculté :

	U.N.E.F.	Anti-U.N.E.F.
Lettres	682	426
Sciences	1.030	556
Médecine	400	833
Droit	483	396
Pharmacie	144	470
	2.739	2.681

A la proclamation, les anti-U.N.E.F. ont manifesté aux cris de « L'O.A.S. au pouvoir » et expulsé les membres de la liste U.N.E.F.

à AIX-EN-PROVENCE : Victoire U.N.E.F. : 1.020 (F.N.E.F. : 757). Pour la première fois depuis cinq ans, et malgré de graves irrégularités.

à TOULOUSE :

Elections parallèles U.N.E.F. et F.N.E.F. U.N.E.F. majoritaires en Lettres et Sciences. F.N.E.F. en Médecine et en Droit. Participation très faible. 25 % des étudiants ont voté.

à PARIS :

Sciences-Po, 740 votants. Liste E. Mougeotte, 680. Bulletins nuls, 60.

Fédération des étudiants de Paris : participation de toutes les associations U.N.E.F. et F.N.E.F. François du Couëdic (apolitique) a été réélu par 129 voix contre 96 au candidat U.N.E.F.

... DU NOUVEAU

Inauguration du Centre universitaire d'Etudes européennes à la Faculté de Droit de Paris : Institut post-licence dans le cadre du Marché commun.

Dossier sur l'Agriculture et l'I.N.S.A. de Lyon, dans le dernier numéro du journal « Grandes Ecoles ».

Numéro 0 des Cahiers de l'U.N.E.F. Au sommaire : La subvention : droit ou servitude. Le service civil en question. Le problème du logement.

Publication indispensable pour le militant.

Grève à Lyon des étudiants en Médecine, du 17 au 22 à l'appel des Amicales U.N.E.F. et F.N.E.F. pour que soit réglées les modalités d'application de la réforme des études médicales.



(Photo Elie Kagan.)

Tant de monde pour si peu de place.

Nanterre un collège exclusivement réservé aux propédeutes. Et cela est inacceptable car il est mauvais de séparer les propédeutes des autres étudiants aussi bien pour les contacts que pour l'encadrement. De plus, l'Université a tendance à les considérer comme des sous-étudiants que l'on doit encadrer particulièrement et dont les initiatives syndicales sont mal vues ; une telle situation renforcerait assurément ces tendances.

T. S. — Et le logement ? Je crois que la F.G.E.L. représente l'« aile gauche » de l'U.N.E.F., pourquoi ?

QUEYSANNE. — La F.G.E.L. a contribué à mettre en échec les tendances réformistes (Dutheil, par exemple) qui proposaient de faire appel, vu l'insuffisance du budget du C.N.O., à des crédits privés ou semi-publics (Caisse des Dépôts). De fait, le financement indirect est un moyen de résoudre partiellement les problèmes mais avec des conditions dangereuses pour le mouvement revendicatif. Car ou bien l'U.N.E.F. servait de caution à des sociétés semi-publics et ne pouvait donc revendiquer contre elles, ou bien elle s'associait à leur gestion fi-

Recul du gouvernement à la RATP

On a enregistré un premier recul du gouvernement dans le conflit qui l'oppose aux ouvriers de la R.A.T.P. Après les élections, en guise de joyeux avènement, Pompidou bis avait fait venir des mécaniciens militaires aux dépôts Michelet, à Saint-Ouen, et Flandre, à Pantin, les militaires travaillant sous la protection de la police. Ces deux dépôts d'autobus ont été successivement évacués la semaine dernière. Les débrayages et les manifestations de solidarité n'avaient pas cessé dans les autres dépôts.

A noter à ce sujet la protestation du « groupe d'étude des problèmes du contingent » qui estimait dans un communiqué qu'une telle intervention des militaires dans les conflits sociaux « risquait de mettre de jeunes appelés devant de pénibles cas de conscience ». Il soulignait « les inquiétudes que peut légitimement susciter cette pratique au moment où la réforme du service militaire passe à l'ordre du jour », craignant notamment que « l'institution du « service de défense » et le développement de la formation professionnelle dans l'armée n'encourage les Pouvoirs publics à persévérer dans cette voie ».

Le nouveau ministre des Travaux publics et des Transports, Marc Jaquet, a reçu les syndicats de la R.A.T.P. qui ont demandé la reprise des discussions sur les salaires et les conditions de travail des agents.

Un recul du gouvernement a également eu lieu à la R.T.F., certaines promesses faites au Syndicat unifié des techniciens ayant eu pour objet de limiter à douze heures la grève du 14 décembre.

Rupture de l'accord d'entreprise chez Neyrpic

À la fin de l'année dernière avait été signé chez Neyrpic (construction électrique à Grenoble) un accord d'entreprise dont nous avons souligné l'intérêt. Cet accord vient d'être rompu unilatéralement par la direction de l'entreprise qui invoque de graves difficultés de trésorerie. Les syndicats F.O., C.F.T.C. et C.G.C. ont protesté, soulignant que l'accord d'entreprise n'entraîne que pour moitié environ dans l'accroissement des charges sociales en 1962, cette augmentation résultant également d'une activité accrue des Etablissements Neyrpic. Le syndicat C.G.T. n'avait pas signé l'accord.

Remarquons que si les garanties concernant l'élevation des salaires sont remises en cause, il n'en va pas de même des clauses générales relatives aux avantages sociaux (congés, etc.) qui ne peuvent être résiliées.

S'agit-il d'une nouvelle politique patronale peu favorable aux accords d'entreprise ? La Fédération C.F.T.C. des Industries chimiques avait fait état, récemment, de l'hostilité de Pechiney et de Rhône-Poulenc à la conclusion ou au renouvellement d'accords d'entreprise. La Fédération avait déclaré à ce sujet que les accords n'excluaient pas les grèves qui avaient lieu « à l'encontre des directives dites de « relations humaines » dictées par les employeurs ». La Fédération avait cru pouvoir affirmer que « dans la mesure où de tels accords ne suffisent pas à contenir l'action syndicale, ils sont dénoncés par les directions, qui n'y voient plus aucun intérêt ».

M. C.

L'affaire Elysée II revient à l'ordre du jour

1200 SOUSCRIPTEURS POURRAIENT

LES FRAIS DE LA GUERRE DES PROMOTEURS

UNE nouvelle fois, le programme de construction de La Celle-Saint-Cloud connu sous l'appellation d'Elysée II défraie la chronique. Que se passe-t-il exactement ?

Il paraît tout d'abord nécessaire de rappeler les grandes lignes de l'affaire. Un groupe promoteur intimement lié à la haute banque protestante lance voici sept mois, à grand renfort de publicité, une importante opération immobilière en copropriété. 1.200 logements doivent être construits dans des conditions inhabituelles : la « qualité avenue Foch à la campagne ». Les prix sont, pour un programme de ce genre, relativement bas : 30 à 40 p. 100 moins chers que chez les concurrents.

Plusieurs hypothèses

À la fin de l'automne, une campagne de presse est lancée contre Elysée II. Plusieurs hypothèses sont formulées :

— Les promoteurs « cassent » les prix ; derniers venus dans cette activité, ils entendent se créer une clientèle. Ils ont réussi : en un mois, ils ont vendu leurs 1.200 logements, soit environ le 1/5 des logements de grand standing construits dans la région parisienne chaque année. Les concurrents peuvent-ils rester indifférents ? Car pour « suivre », il faut augmenter confort et standing sans modifier les prix : cela revient à diminuer les bénéfices...

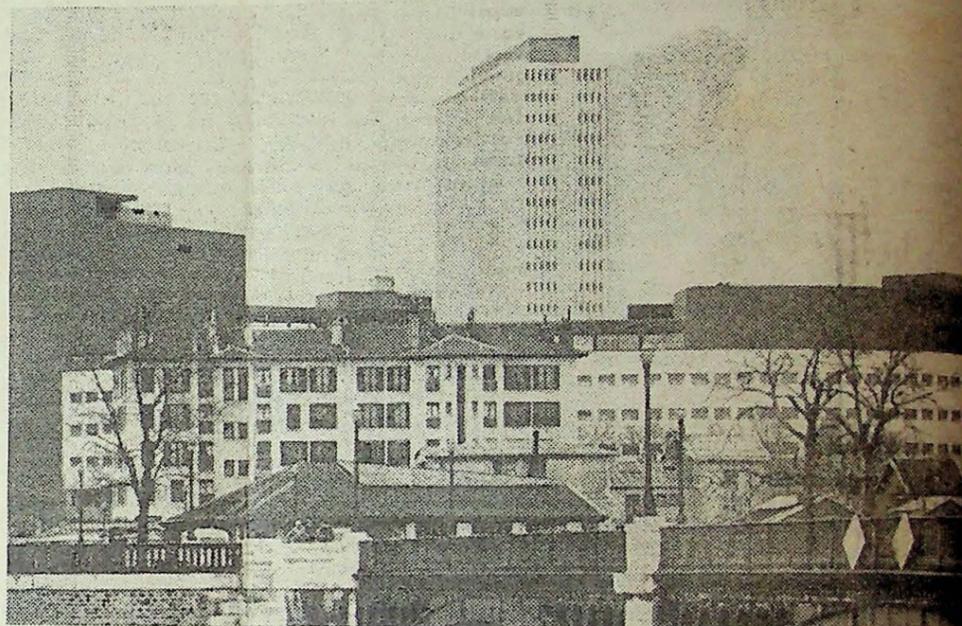
— Les promoteurs ont de vastes projets : ils ont acquis plusieurs terrains importants et paraissent être entrés en lutte ouverte avec un confrère influent... par ailleurs « chef » de clan...

— Un groupe financier aurait été évincé dans les opérations de financement de l'opération et dans celle de l'octroi des prêts aux souscripteurs. A elle seule, cette activité devait rapporter un profit brut d'environ deux milliards et demi...

La violence de la campagne, l'importance des moyens mis en œuvre pouvaient surprendre. Mais il fallait tenir compte des importantes modifications survenues dans les structures de la profession de promoteur. Profession artisanale aux environs de 1950, elle est devenue peu à peu, et surtout depuis 1959, la convoitise des « grands » de la finance et de l'industrie « occupés » jusque-là dans les opérations lucratives nées de la colonisation. La « perte » de l'Indochine, de l'Afrique noire, de la Tunisie, du Maroc et enfin de l'Algérie, les oblige à se reconvertir. La construction — celle que l'on vend, pas les H.L.M. bien sûr — peut remplacer avec bonheur le pétrole ou le caoutchouc brut. Mais pour que l'affaire soit rentable, la concentration est indispensable. Alors qu'il faut éliminer impitoyablement les « petits », il n'est pas question de tolérer l'intrusion de nouveaux venus.

Un permis de construire illégal

Ecrivant cela, nous n'avons nullement l'intention de défendre un groupe financier contre un autre. Les méthodes et les moyens mis en œuvre par les « agresseurs » et les « victimes » relèvent de la même politique, de la même conception des affaires, et les rôles auraient pu être



Pour ses constructions, l'Etat prend son temps, notre argent et il (Ci-dessus : la Maison de la Radio.)

inversés. Ce ne sont pas ces clans qui résoudront la crise du logement, bien au contraire, puisqu'ils en vivent. Il s'agit simplement de démonter le mécanisme dont 1.200 souscripteurs — dont les moyens ne font pas précisément des victimes de la crise du logement — risquent de faire les frais.

La campagne s'estompait quand deux jugements du tribunal administratif, rendus à la requête d'un voisin estimant le permis de construire illégal et ses droits lésés, vinrent remettre tout en question. Le tribunal, dans un jugement *avant dire droit*, suspendait l'exécution du permis de construire. Pourtant les travaux continuaient à un bon rythme et un important matériel dénotait une activité soutenue. En outre, pour couper court à toutes les insinuations, la banque Vernes et Cie accordait une garantie de bonne fin de travaux et prenait à sa charge tous les suppléments de prix autres que les révisions de prix légales. C'était, pour les souscripteurs, un avantage important et pratiquement unique : une telle garantie n'avait jamais été obtenue pour aucun programme. Les acquéreurs étaient donc à l'abri de tous les aléas financiers de la construction.

Les choses allaient-elles s'arrêter là ? C'était sans doute mal connaître le *deus ex machina* de l'affaire.

Pris d'un honorable scrupule et d'un respect... inhabituel pour la justice, les entrepreneurs décidaient de se

conformer à la décision intervenue et d'arrêter le chantier dans l'attente d'une régularisation du permis de construire. Or, aucune ordonnance de référé n'ayant été rendue, le jugement n'était pas exécutoire.

Des démarches étaient aussitôt entreprises auprès du ministre de la Construction et un nouveau permis de construire allait être délivré dans les formes. Tout allait donc finir ? Eh bien ! non ! Les entreprises, arguant de difficultés techniques, demandent alors la résiliation judiciaire du contrat qui les lie au promoteur ! Mais où l'on comprend mal, c'est lorsque celles-ci demandent entre autres, à titre d'éventuelle conciliation pour reprendre le chantier, la suppression du bureau d'études Securitas. Or, si un élément constitue sur un chantier une garantie sérieuse, c'est bien celle d'un bureau d'études apte à résoudre les problèmes de fondation, de béton, etc. Et lorsqu'une telle demande est formulée à l'encontre de Securitas — qui a participé à presque toutes les opérations importantes de construction ou de travaux publics en France et à l'étranger — on peut s'interroger sur le but recherché.

Une phrase d'un article paru le 14 décembre dans *Le Figaro* permet de formuler une hypothèse. L'honorable quotidien n'hésite pas à envisager que « l'organisme bancaire pourrait remettre en cause la garantie donnée ». Et si nous étions dans la peau du souscripteur moyen, nous pourrions nous demander si l'objectif recherché ne serait pas de démontrer par l'absurde — c'est-à-dire par le sabotage de 1.200 logements — qu'une garantie bancaire réelle est une chose anormale, qui ne peut qu'entraîner ennuis et désagréments et qui, en tout cas, est inapplicable. Ce n'est qu'une hypothèse, mais elle vaut que l'on s'y arrête. Comme l'attitude des entreprises pourrait aussi être dictée par un second souci : obtenir une « rallonge importante », puisque la banque Vernes peut payer...

Comme l'écrivait notre confrère *France Observateur* en octobre dernier : « Allons, M. Südreau avait raison. Le règne du Far-West de la construction est révolu. C'est maintenant celui de la jungle. »

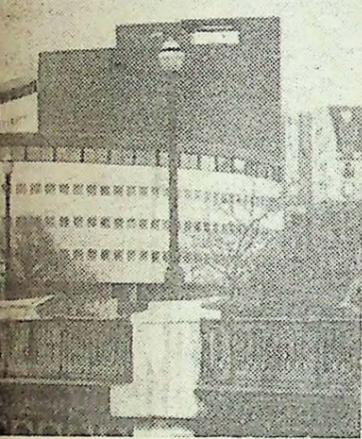
François Maisson.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Henner, Paris (9^e).

du jour
NT FAIRE
MOTEURS



(Archives TRIBUNE.)
 pas de difficultés.

LA GRANDE PAGAILLE

Le gouvernement de la V^e République se veut « social ». C'est bien le moins lorsque les plus gros intérêts du capitalisme ont les leviers de commande et entendent limiter l'action des travailleurs à la seule installation des cantines d'usines !

Hélas ! le ministère du Travail a fourni la preuve, le 13 novembre, de son incapacité à organiser les élections sociales. Certains pensent même que cela pourrait être volontaire.

Dans certains bureaux, l'urne restait seule sur une table, sans personne pour surveiller les opérations. Là, de nombreux électeurs se pressaient, réclamant le droit de voter et protestant contre leur non-inscription sur les listes et, naturellement, l'absence de carte. Ailleurs, rue des Batignolles, le bureau fut délibérément fermé. Plus loin, il n'y avait aucune liste de candidats, tandis que certains bureaux laissaient attendre jusqu'à près de midi les électeurs impatients dans des locaux non chauffés. L'heure de fermeture du scrutin fut repoussée de deux heures. Certains présidents de bureaux n'en furent informés que le lendemain... par la radio. Enfin, au Grand-Palais, la file d'attente se prolongeait sur plus de cinq cents mètres, par rangs de cinq personnes, hors du bâtiment, dans la pluie et le froid.

Les dirigeants des syndicats ont déjà protesté auprès du ministère du Travail. Le préfet de la Seine reconnaît le bien fondé des réclamations, mais affirme, sans rire, que « l'administration ne plaide pas coupable, car c'est l'administration centrale qui a imposé la date du scrutin, trop rapproché, selon lui, des précédentes élections ».

Cependant, les syndicats avaient proposé leur concours, qui fut refusé. Alors, de qui se moque-t-on ?

La preuve est faite. C'est à la classe ouvrière, par ces organismes représentatifs, de prendre en main l'organisation de son destin.

A. Benoist.

La hausse de 10 % des H.L.M. peut diminuer d'autant le nombre des logements construits

En autorisant un relèvement de 10 p. 100 des prix-plafonds des H.L.M. et des logements économiques et familiaux, M. Mazziol porte un nouveau coup à la construction sociale. Car augmenter les prix-plafonds sans augmenter corrélativement le montant des crédits affectés à cet usage, c'est diminuer d'autant le nombre des logements construits.

Depuis quatre ans, les offices H.L.M. ont eu à faire face à des charges accrues, non seulement en fonction des variations du coût de la construction, mais aussi des charges annexes et des prix de terrain. Le refus constamment opposé par les Pouvoirs publics d'étaler le remboursement des prêts sur 55 ou 60 ans, de financer les opérations à 100 p. 100 — obligeant ainsi les organismes à emprunter les 15 p. 100 manquants à des conditions très dures — ont pour résultat d'augmenter les dépenses, donc les loyers.

Augmenter les charges financières

Si des crédits plus importants ne leur sont pas affectés, si des mesures législatives ne sont pas prises pour mettre un terme aux spéculations foncières, le nombre d'H.L.M. réalisés — en constante régression depuis 1959 — deviendra encore plus infime.

Les logements économiques et familiaux — en majorité destinés à la vente en copropriété — ne bénéficient pas de conditions meilleures. L'augmentation des prix, sans augmentation correspondante des prêts, aura ici pour résultat d'augmenter encore les charges financières des opérations et de poursuivre l'élimination des petits et moyens salaires de cette formule.

Il n'est pas inutile de rappeler

qu'en 1955-1956 un logéco de 3 pièces coûtait environ 21.000 NF sur lesquels le Crédit Foncier accordait un prêt de 15.550 NF. L'apport personnel était donc inférieur à 6.000 NF et sans révision de prix, ces derniers étaient bloqués. En 1962, le même 3 pièces — avec 1 ou 2 m² en moins et avec un équipement inférieur — est vendu environ 39.000 NF sur lesquels un prêt de 23.000 NF est consenti. L'apport personnel est donc de 16.000 nouveaux francs auquel il faut ajouter les révisions de prix, les frais annexes, etc. En six ans, les prix ont donc pratiquement doublé...

La construction : un placement à 40 p. 100 d'intérêt

Il est vrai que les journaux financiers publient régulièrement des annonces de constructeurs cherchant des capitaux pour lesquels ils offrent un intérêt variant de 30 à 40 pour 100.

Si une réelle augmentation des matériaux et une sensible révision du prix de la main-d'œuvre modifient les prix de revient, les bénéfices continueront leur courbe ascendante : c'est dans cette optique que cette nouvelle hausse prend tout son sens.

L. H.

SECURITE SOCIALE : Progrès de la C.G.T.

maintien de la C.F.T.C., recul F.O. et Mutualistes

LES élections des conseils d'administration des caisses primaires de Sécurité sociale et des caisses d'allocations familiales, qui n'avaient pas eu lieu depuis 1955, ont apporté peu de changement. Il y avait cependant plus de 11 millions de salariés inscrits contre 9 millions en 1955. Il y a eu 30 % d'abstentions dans le collège des salariés (chiffre comparable à celui de 1955 et à celui du premier tour des élections législatives). Dans le collège employeurs, le chiffre des abstentions est beaucoup plus élevé et dépasse 50 %.

Les nouveaux électeurs salariés ont voté comme leurs aînés pour les trois grandes centrales syndicales puisqu'elles atteignent ensemble, comme en 1955, 80 % des suffrages exprimés. La C.G.T. vient une fois de plus largement en tête et progresse un peu (44,3 % des suffrages contre 43 % en 1955). La C.F.T.C. recueille de son côté 20,9 % (chiffre sensiblement égal à celui de 55). F.O. passe de 16,2 à 14,7 %. Les mutualistes tombent de 10,6 à 8,7 %. Quant à la C.G.C., qui cette fois se présentait sous son seul drapeau, elle recueille 4,6 % des suffrages, bien qu'elle n'ait pas présenté des candidats dans toutes les caisses (ces chiffres ne concernent que les élections aux caisses de Sécurité sociale).

Dans la Seine, la C.G.T. progresse plus qu'en moyenne sur le

plan national et approche de la majorité absolue des suffrages (48,3 contre 44,5 %). La C.F.T.C. progresse également davantage que sur le plan national (15,5 c. 14 %). Ceci est d'autant plus remarquable que l'U.D.-C.F.T.C. de la région parisienne, était volontiers taxée de « gauchisme » par les traditionalistes de la centrale et par les dirigeants de F.O., voire ceux de la C.G.T. Les Mutualistes régressent mais arrivent toujours en troisième position (il est vrai qu'il y avait trois listes se réclamant de la mutualité). La C.G.C., avec 7,9 % dépasse F.O. qui recule de 9,3 % à 7 %. On peut se demander si le succès de la C.G.C. ne vient pas de la difficulté qu'ont les syndicats traditionnels à trouver un langage qui soit compris des cadres dont le nombre va croissant dans la société industrielle.

La liste dite d'Union Nationale de défense des assurés sociaux, soutenue par les médecins et pharmaciens anti-conventionnistes, avoisine les 5 %. Des listes semblables, soutenues par le docteur Savy, président de l'Union Nationale, ont obtenu en province un certain nombre de voix et de sièges.

Quant aux listes rivales des Syndicats indépendants, C.G.S.I. et C.G.S.U. — cette dernière organisation serait soutenue par l'U.N.R. — elles n'obtiennent pas ensemble 5 % des suffrages exprimés.

A noter les résultats honorables obtenus dans le collège employeurs par les listes d'Action républicaine et laïque qui enlèvent des voix et des sièges au C.P.N.F. En ce qui concerne les poujadistes, ils sont en recul comme sur le plan politique.

L'attachement des travailleurs aux syndicats

Les progrès de la C.G.T., qui seule à l'occasion de ces élections avait dénoncé la politique gaulliste, montrent bien que le régime à peu d'assises dans la classe ouvrière.

D'une façon générale, on peut dire d'autre part que la C.F.T.C. ne progresse pas comme l'avaient espéré ses dirigeants. Elle conserve des bastions très solides dans l'Est et dans l'Ouest (comme F.O. dans le Centre et dans le Midi). Même si l'on observe que des militants F.O. figuraient sur des listes mutualistes, il faut admettre que cette centrale est en recul. A notre avis, cela vient de la politique timorée de trop de ses dirigeants et de la faiblesse de son implantation dans les secteurs industriels (par ailleurs, contrairement à ce qui s'est passé à la C.F.T.C., la minorité n'a pu percer jusqu'ici).

On peut se demander quelle a été l'influence de la situation politique sur ces élections. Il y a

là un domaine qu'il faut aborder avec prudence, l'influence des partis traditionnels sur les centrales variant selon les régions et les milieux, les salariés établissant plus ou moins une liaison entre le syndicat qui a leur faveur et telle ou telle tendance politique. Aussi bien les spécialistes de sociologie électorale ne manquent-ils pas de confronter les résultats de ces élections sociales avec ceux des élections législatives qui ont eu lieu quelques semaines plus tôt. On peut dire que la légère progression de la C.G.T. correspond à celle enregistrée par le Parti Communiste sur le plan électoral, que la C.F.T.C. a subi dans une certaine mesure le contrecoup de l'échec enregistré par le M.R.P. et que le recul de F.O. correspond assez bien à celui de la S.F.I.O. Mais il ne peut s'agir là que d'approximations grossières, le résultat des élections sociales semblant confirmer celui des récentes législatives et montrant en tout cas que l'U.N.R. a peu d'audience chez les salariés.

Il faut souligner enfin que ces élections confirment l'attachement de la grande majorité des travailleurs aux organisations syndicales. Même lorsqu'il n'est pas syndiqué, le salarié vote pour un syndicat et obéit aux ordres de grève (lorsque les organisations sont d'accord entre elles).

Maurice Combes

Avec les syndicalistes algériens

Ils sont là environ 130, ce samedi, dans la salle municipale de Gennevilliers, délégués des assemblées d'usines et de localités de toutes les régions de France — et aussi de Belgique, de Suisse, d'Allemagne — pour le congrès de l'Amicale générale des travailleurs algériens.

La conférence de presse du 12 décembre, où Omar Belkaïd et deux autres membres du Comité directeur ont attaqué le gouvernement et « décidé » le report du congrès est au premier plan. Bien que l'U.G.T.A. ait condamné cette initiative et fait connaître son accord avec le Bureau politique, il est difficile de tenir aujourd'hui un véritable congrès : il faut que l'U.G.T.A. puisse envoyer une délégation, qu'on puisse inviter les centrales, qu'Ohmar et Belkaïd soient là pour s'expliquer. Certains, pourtant, craignent qu'un report ne permette à ceux-ci de « manœuvrer et jeter encore la confusion ». Le congrès est néanmoins renvoyé aux 29 et 30 décembre — avec les mêmes délégués — et la réunion en cours se poursuivra comme assemblée générale.

AUTONOMIE ET UNITE

La discussion fait apparaître le double souci d'autonomie du mouvement syndical et d'unité du peuple algérien. Un délégué de Marseille dit : « Les syndicats doivent soutenir le gouvernement mais s'il fait des fautes nous devons le rappeler à l'ordre ». « Nous ne sommes pas les partisans de tel ou tel clan ou de telle ou telle personnalité » dit un délégué de Boulogne-Billancourt. Soulignant l'état de l'Algérie « après le départ des colonialistes », il ajoute : « Unis pendant la guerre les Algériens doivent le rester pour construire le pays ».

A BATONS ROMPUS

A midi, mangeant des casseroles avec les délégués restés sur place je parle de la crise du F.L.N. « Qu'est-ce que c'est ça, me dit le délégué de Marseille, des dirigeants qui fuient les responsabilités et puis qui organisent des manifestations... on n'a pas besoin de gens qui passent leur temps à critiquer ceux qui essaient de régler les problèmes ». Un militant qui a pris sa première carte syndicale en 1924 à la C.G.T.U. me parle du P.C.A. : « si on le tolère en tant que parti, pourquoi pas le M.N.A., le P.R.S., une S.F.I.O. algérienne ? Toutes les tendances peuvent s'exprimer dans le F.L.N. Pourquoi le faire à l'extérieur alors qu'il y a tant de ventres creux et d'analphabètes ? A Marseille, dit-il encore, la C.G.T. a prétendu faire représenter les Algériens, aux élections de la Sécurité sociale, par deux membres, du P.C.A. Nous n'avons pas été contents. Mais nous avons laissé courir pour ne pas envenimer les rapports ».

DEUX FEMMES

L'après-midi, on entend les rapports d'activité des régions : « alphabétisation » et formation professionnelle sont les soucis majeurs. Cela revient aussi dans l'intervention du délégué des jeunes.

Enfin, deux déléguées des femmes, vivement applaudies, parlent des « chaînes dans lesquelles la femme algérienne a été maintenue par le colonialisme sous le prétexte du respect des traditions ». Elles disent : « La femme algérienne est devenue une ouvrière à part entière. Elle doit être cultivée pour pouvoir vivre avec son temps ».

Une minute de silence pour les martyrs. L'assemblée générale est terminée.

Albert Roux.

BONN s'installe dans la crise

LA crise gouvernementale à Bonn, provoquée, il y a plusieurs semaines, par l'action d'éclat contre l'hebdomadaire *Der Spiegel*, continue : personne, en effet, n'ose sérieusement prétendre que la formation du cinquième cabinet par le chancelier Adenauer ait mis fin à ce que l'on doit considérer non pas comme une suite de péripéties mineures, mais bien plutôt comme un vrai « tremblement de terre à l'intérieur de la République fédérale », comme s'est exprimé un commentateur allemand très qualifié.

Plutôt que de suivre chronologiquement les différentes phases de la crise, tâchons d'en dégager quelques éléments essentiels. Nous constatons, en premier lieu, le début d'une véritable scission à l'intérieur du C.D.U., de la démocratie chrétienne allemande. Plusieurs de ses éléments, et, en particulier, l'aile gauche du parti, celui qui entretient des liaisons organiques avec le mouvement syndical, ont tout fait, au cours de ces semaines mouvementées, pour forcer la direction du parti à rompre avec les « libéraux » (F.D.P.), soutenus par une partie du patronat, et pour aboutir à une « grande coalition » avec la social-démocratie.

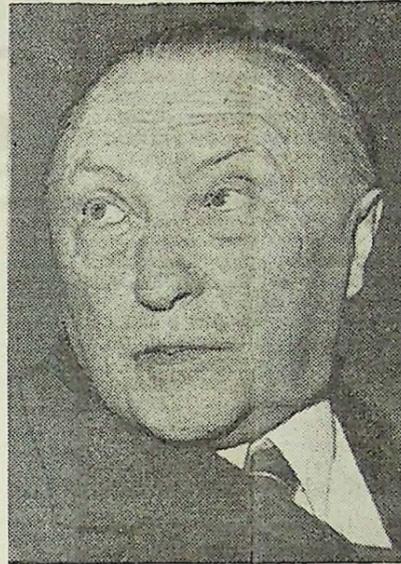
Adenauer, en acceptant de négocier avec les sociaux-démocrates, a, certes, manœuvré pour mettre sous pression ses « alliés » du F.D.P., mais il a également dû tenir compte du courant qui se manifeste dans les milieux « sociaux » du C.D.U.

Mais non seulement, et peut-être pas essentiellement de celui-ci : il s'est avéré, en effet, qu'une partie du patronat allemand, soucieux de préserver la « stabilité », craignant des remous sociaux et désireux de n'avoir pas à affronter durement les syndicats dans la perspective d'une « petite récession » qui se profile à l'horizon économique, s'efforce de faire participer les sociaux-démocrates à la conduite des affaires gouvernementales, dans le but que l'on devine...

Il est significatif, à cet égard, que les négociations menées avec les représentants du S.P.D. le furent par

des députés chrétiens-démocrates dont les liaisons avec le patronat ne sont un secret pour personne.

Il y avait donc, dans cette affaire, convergence d'intérêts entre l'aile « sociale » du C.D.U. et une partie du patronat. Dire que la social-démocratie a tout fait pour profiter de cette « aubaine », serait un reflet très faible de la réalité : la direction dans



(Archives Tribune.)

Le chancelier ADENAUER.

sa presque totalité a non seulement agi avec précipitation pour avoir — enfin — l'occasion de sortir d'une « opposition stérile » ; elle a, en plus, accepté toutes les conditions du chancelier (y compris celle d'entrer au gouvernement sous la direction d'Adenauer...), sauf une (prudence oblige!), celle de consentir à une modification de la loi électorale qui aurait éloigné le F.D.P. du Parlement.

C'est, au fond, le chancelier Adenauer qui, dans le plus pur style de

Bismarck, continue (presque seul...) à considérer les sociaux-démocrates comme des « rouges » particulièrement dangereux, a empêché le S.P.D. de commettre un faux pas qui lui aurait sans doute coûté une grande partie de la considération dont il jouit auprès de l'opinion publique en Allemagne. Comment, le S.P.D. s'appropriait, semble-t-il, à « oublier » la façon scandaleuse dont a été engagée l'action contre le *Spiegel* ? Le parti social-démocrate était donc prêt à décevoir et à délaisser ce vaste secteur de l'opinion publique qui avait fermement et courageusement protesté contre les méthodes employées dans l'affaire du *Spiegel* et qui préfigurent, à n'en pas douter, l'évolution vers un régime « moral » et autoritaire ?

A lire les déclarations des chefs de la social-démocratie, au lendemain du règlement provisoire d'une crise qui continue (car rien n'est résolu), on est malheureusement amené à se rendre à l'évidence : le S.P.D., fasciné par la perspective d'un partage du pouvoir avec la démocratie chrétienne, ne pose plus aucune condition, ne met en avant aucun impératif d'ordre social, mais se borne à dire, tel que nous l'avons relevé dans l'organe central du parti : « Pour le S.P.D., le bilan de cette dernière semaine, c'est... la satisfaction de la reconnaissance générale de sa position à l'intérieur de l'Etat démocratique... » Et de citer complaisamment un journal bien-pensant : « La capacité gouvernementale du S.P.D. a été officiellement inscrite au fronton de la nation... »

C'est un peu triste : on ne reprochera pas à la social-démocratie allemande de vouloir accéder aux responsabilités gouvernementales, mais nombreux sont ceux (aussi à l'intérieur de ses rangs) qui ne comprendront guère qu'un parti social-démocrate, fort du soutien de quelque 40 u. 100 de la population, puisse envisager « l'exercice du pouvoir » dans de telles conditions...

G. S.

LA NOUVELLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE SOVIÉTIQUE

LA récente négociation sur Cuba entre Américains et Soviétiques n'est pas un phénomène sans portée. Pour s'en convaincre il suffit de se reporter au discours prononcé par Khrouchchev le 12 décembre devant le Soviet suprême, qui semble annoncer un important tournant en matière de politique étrangère. Sur le fond il n'y a naturellement pas de répudiation de la politique de coexistence pacifique, c'est-à-dire de la recherche d'une politique de détente, qui est une constante depuis des années. Mais les modalités vont sans doute se trouver profondément transformées par les leçons que les Soviétiques tirent de l'affaire cubaine.

Il semble en effet que le gouvernement soviétique renonce pour les années à venir à toute manifestation de force accompagnée de menaces, pour

parvenir à un modus vivendi avec les pays occidentaux. La politique des offres de négociation assorties de délais impératifs pour la réalisation de l'entente, dont l'exemple le plus frappant est celui de la politique allemande définie en novembre 1958, va vraisemblablement être abandonnée pour une politique plus souple qui cherchera à utiliser les contradictions qui existent entre les alliés occidentaux sans les résoudre prématurément par des offensives intempestives.

Comme le tigre impérialiste a des dents atomiques, ainsi que l'a dit K, il ne s'agit pas de le provoquer, mais plutôt de le mettre en sommeil. L'ampleur des problèmes posés par les nécessaires réformes des structures politiques et économiques du monde communiste invite d'ailleurs les Soviétiques à rechercher eux-mêmes un répit pour af-

fronter plus tranquillement les difficultés.

Un tel changement qui privera les éléments les plus bellicistes des pays occidentaux d'une partie de leurs arguments, ne peut être que bénéfique pour le mouvement ouvrier des pays avancés, qui pourra ainsi trouver plus d'écho en proposant une perspective de désengagement et de lutte pour le socialisme à l'échelle européenne. Une grande partie des masses populaires libérée alors de la peur de la guerre nucléaire pourra transférer ses énergies à la lutte sociale.

Cela n'est cependant possible qu'à la condition expresse que la nouvelle diplomatie soviétique ne soit pas suivie schématiquement et ne se traduise pas par une renonciation à la lutte contre le caractère fondamentalement réactionnaire de la politique extérieure des pays

occidentaux. Cela suppose entre autres que les forces socialistes se refusent à reconnaître un quelconque partage en sphères d'influence, où il serait impossible de s'attaquer au statu quo social.

En fait l'heure est venue de reconnaître que l'affrontement entre les deux grands ne résume pas et ne traduit pas véritablement l'affrontement entre forces socialistes et forces réactionnaires. La marche vers le socialisme aura en fait de plus en plus tendance à se faire en dehors des cadres préétablis.

Khrouchchev lui-même le reconnaît implicitement en déclarant : « Nous ne pouvons pas pour autant adopter la loi de la jungle, chère aux capitalistes, qui excluent de leurs rangs et vont jusqu'à lutter contre ceux qui ne sont pas de leurs avis. »

J.-M. Vincent.

Macmillan et le rendez-vous de chasse

On se demande à quel siècle on vit. A l'heure du « Spoutnik » et de « Mariner II », la manière dont le chef de l'Etat a organisé le week-end franco-britannique est vraiment quelque chose d'ahurissant par son aspect anachronique. Tout a commencé par une chasse dans les tirés de Rambouillet. On sait assez comment le peintre Lorjou a dénoncé, dans des toiles vengeresses, ce genre de massacre organisé. M. Mac Millan n'a-t-il pas abattu 77 faisans, 2 perdrix, 1 geai et je ne sais plus quoi dans sa matinée ? Et les gardes-chasses de nous expliquer ensuite, sur

les ondes des radios nationale ou « périphérique », que le Premier britannique était l'un des meilleurs fusils qu'on avait vus dans les parages, bien que M. Geoffroy de Courcelle lui aussi...

Puis tout ce beau monde est rentré au château où le Seigneur et Maître conviait à déjeuner. M. Mac Millan est monté se changer dans la « chambre bleue ». On ne nous a même pas fait grâce du menu. Mais ce que ces messieurs se sont dit sur le sort de « leurs » deux peuples, ça... Car on nous a bien expliqué qu'il s'agissait d'un tête-à-tête et que

« tout ça » (l'avenir de quelque 100 millions d'individus) ne nous regardait pas. La preuve ? M. Couve de Murville, ci-devant ministre des Affaires étrangères, n'a été admis à écouter cette passionnante conversation que le lendemain à midi, quand tout était dit, décidé, tranché. Pourtant M. Couve de Murville...

Une fois de plus, il convient de dénoncer cette diplomatie ultra-secrète qui laisse les peuples dans l'ignorance totale des engagements que leurs « guides » prennent ici ou là.

Ces méthodes illustrent assez, à

elles seules, la nature réactionnaire du Pouvoir. Ils ont bonne mine, les plumitifs de l'U.N.R., avec leurs supputations : une fois les élections passées, ils ont droit au même mépris que les autres de la part de qui-vous-savez. Quant à moi, je refuse de spéculer sur les conditions qu'On aurait mises à l'entrée des Anglais au Marché commun et les recommandations qu'On aurait bien voulu faire au premier sujet de Sa Gracieuse Majesté avant la rencontre avec Kennedy. Vivement la République.

G. B.

Au Congo, l'O.N.U. sert moins les populations que les trusts

Le 30 juin 1960, la République unifiée du Congo devenait indépendante.

Le 11 juillet, soit 12 jours plus tard, le Katanga faisait sécession et était proclamé, par Tchombé, Etat indépendant.

La corrélation étroite entre la configuration du territoire du nouvel Etat et celle des concessions de l'Union Minière du Haut Katanga (U.M.H.K.) traduit sa nature : c'est l'expression politique d'un des plus riches trusts miniers, troisième producteur de cuivre, premier producteur de cobalt, jusqu'à il y a peu, producteur d'uranium.

Toutefois, cette corrélation n'a pas été décidée en toute volonté par l'Union Minière.

L'Union Minière a vu, en effet, dans cette solution la seule manière de neutraliser à son bénéfice une indépendance qui a été prise contre sa volonté, sous l'influence du nationalisme congolais, éveillé par les revendications des noirs de l'Union Française et des Mau-Mau du Kenya, et sous l'influence de la gauche belge, dont les organisations jeunes,

communistes et socialistes, appelaient dès 1959 les recrues à l'insoumission, et les organisations politiques, la population ouvrière à la grève.

Face à cette situation, l'Union Minière a joué d'abord la carte de l'unité congolaise. Cela semblait la solution la plus modérée dans la mesure où la force armée et l'administration belges demeuraient, dans la mesure également où les nationalistes congolais, mi par tribalisme ancestral, mi par désir d'échapper à une mainmise centralisée des trusts, avaient recherché une république fédérale.

Cependant, sous la double influence de l'évolution de la politique africaine et de la dualité interne de l'Union Minière, la situation allait évoluer.

La mort de Lumumba sonnait la fin d'un « danger » extrémiste et retirait au « vaillant petit peuple katangais » l'aurole de dernier bastion occidental contre le communisme ; les révoltes en Angola posaient le problème de l'évacuation du minerai par le port de Lobito ; les menaces de troubles en Rhodésie minimi-

saient l'aide du président de la Rhodésie.

L'influence politique du Tanganyika faiblissait de ce fait au sein de l'Union Minière. Le trust anglais devenait le seul intéressé au maintien de la sécession katangaise qui lui assurait, tant que les actions congolaises seraient bloquées, l'arbitrage dans la direction de l'Union, qui lui assurait également de substantielles ressources annexes, puisque aussi bien le chemin de fer Katanga-Lobito est sa propriété, et que, hormis le minerai katangais, le transit est insuffisant pour en assurer la rentabilité.

Blocage économique et recours aux armes

Par contre, l'audience de ceux, venus de la Société Générale, partisan de la réunification, croissait : le coût de la sécession, avec ses guerres continuelles contre les Etats voisins, la population locale des Balubas, les troupes de l'O.N.U. devenait trop élevé. Le gouvernement belge, gêné par son opposition interne, les trusts non miniers installés hors du Katanga, tel le tout-puissant Unilever, les autres producteurs de cuivre, tels les U.S.A., pesaient dans ce sens.

C'est dans cette conjoncture qu'en août 1962, M. Thant, secrétaire de l'O.N.U., dont chacun connaît les relations américaines, lançait son plan de réduction du Katanga : deux mois étaient donnés à M. Tchombé pour reconnaître la prééminence du gouvernement central et lui reverser la moitié des redevances de l'U.M.H.K. Quatre mois plus tard, M. Thant agit la menace du blocage économique et du recours aux armes.

Qu'en adviendra-t-il dans cette guerre de trusts, laquelle des forces obscures du grand capital mondial l'emportera ? Il est difficile de le dire. L'O.N.U., dans son intervention de décembre 1961, n'a mené qu'un combat modéré et, malgré une situation souvent branlante, Tchombé est toujours au pouvoir.

Des socialistes, et qui plus est des socialistes français, ne sauraient cependant rester neutres dans ce règlement de comptes capitalistes.

La dictature de Tchombé s'appuie en effet sur la plus rétrograde des organisations sociales. Il est soutenu par une chefferie archaïque, qui maintient le paysannat dans une servitude ancestrale et, servant de recruteur à l'Union Minière, maintient également les ouvriers des mines dans une organisation tribale qui n'exclut pas la dime sur les salaires. C'est elle qui est à l'origine du massacre des Balubas, qui constituent les trois quarts de la population du Katanga, mais qui présentaient à ses yeux le tort d'être un prolétariat mieux organisé que les autres, car plus ancien.

Nous ne devons pas également oublier qu'un des groupes les plus influents du Tanganyika, seul défen-

seur de Tchombé, est le groupe Rothschild, dont le secrétaire général est, pour la seconde fois, Premier ministre de la V^e République. Cela ne teinte-t-il pas d'un aspect nouveau le refus de la France de prendre position sur le Katanga à l'O.N.U., sous prétexte que cette organisation est un « machin » ?

Claude Chanteraine.

La crise sénégalaise

Il est trop tôt pour apprécier toute la portée de la crise qui a fait apparaître au grand jour les divergences entre Léopold Sedar Senghor et Mamadou Dia, et surtout entre leurs entourages respectifs.

Il est toujours dangereux de juger des affaires africaines à l'aide de critères européens. Les deux hommes, qui ont certes des tempéraments, des formations et des religions différents — le poète catholique et l'économiste musulman — appartiennent au même parti, l'U.P.S., et professent la même doctrine, le socialisme africain, qui faisait l'objet du colloque de Dakar, ouvert par un discours de Senghor et clôturé par une intervention de Mamadou Dia, dont les thèmes étaient à peu près analogues.

Mais les problèmes pratiques qui se posent à l'Afrique au lendemain de l'indépendance sont complexes et délicats, et la recherche sénégalaise de la voie moyenne est difficile, et les questions personnelles revêtent une importance particulière.

Dans les autres pays africains fonctionne le régime du parti unique, et le secrétaire général du parti est en même temps le chef de l'exécutif.

Toute velléité d'opposition est réprimée.

Au Sénégal, l'U.P.S., issu de la fusion entre le B.D.S. (Bloc Démocratique Sénégalais) de Senghor et le M.S.A. (Mouvement Soudanais Africain) de Lamine Gueye, est le parti dominant.

Mais les apparences du régime parlementaire étaient sauvegardées avec un président de la République et un président du Conseil ayant chacun son entourage. Désormais, si l'un des deux hommes disparaît, les pouvoirs seront concentrés entre les mains de Senghor. En profitera-t-il pour passer au régime du parti unique, en réussissant à faire rentrer dans l'U.P.S. les adversaires du P.R.A.-Sénégal ? Ou bien, au contraire, ceux-ci chercheront-ils à attirer à eux les amis de Mamadou Dia ? La question est posée.

Vagues dans le monde atlantique

ANSI, le Conseil de l'Alliance atlantique s'est réuni à Paris du 13 au 15 décembre. Dire qu'on a navigué, durant ces deux jours, sur un océan d'huile serait sans doute exagéré. Au contraire, cela semble avoir été la marée d'équinoxe de l'atlantisme.

Le prince Colonna, qui assurait l'intérim du secrétaire général, le Hollandais Stikker, actuellement malade, a résumé la réunion dans ce ravissant langage diplomatique qu'il faudrait inventer s'il n'existait pas : « Solidarité entière sur les principes malgré des divergences de vues sur plusieurs questions concrètes. »

Décortiquons un peu la chose. Tant qu'on s'en est tenu aux problèmes généraux ou dépassés : approbation de la politique de Washington lors de la crise certaine, réaffirmation « de la mission de paix, de sécurité et de liberté » de l'Alliance atlantique, certes tout a bien été. Mais quand on en est arrivé au « nœud » du problème, les affaires militaires et financières, les murs, pourtant épais, du palais de la Porte-Dauphine n'ont pu contenir certains éclats de voix.

En fait, grosso modo, deux camps se sont divisés : le camp américain et le camp européen. Les Américains entendaient obtenir de l'Alliance un accroissement des forces conventionnelles et de l'armement classique, se réservant, quant à eux, le quasi-monopole des forces atomiques quitte, le cas échéant, à mettre celles-ci à la disposition de leurs partenaires. Au contraire, les Européens mettaient comme condition à l'accroissement de leurs forces classiques, la création d'une force de frappe de l'O.T.A.N., refusant d'être seulement l'infanterie de l'Alliance. Encore faut-il distinguer à l'intérieur du « camp euro-

péen » deux tendances : la majorité favorable à une force nucléaire internationale, et la France entendant, elle, posséder sa force de frappe particulière. Si bien que, finalement, rien n'a été tranché et que les choses vont continuer, au moins pour le moment, d'aller en l'état, les Américains gardant leurs armes atomiques, les Britanniques perfectionnant les leurs, de Gaulle construisant les siennes, les douze autres membres de l'O.T.A.N., enfin, protestant et maugréant.

Quelques mots à ce propos sur la politique atlantique de de Gaulle. Les préférences gaullistes, en la matière, vont davantage au Directoire à Trois (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne) qu'à une Alliance dont la France ne serait qu'un quinzième. A partir de là s'explique toute la politique de de Gaulle : sa volonté d'acquiescer sa propre force nucléaire, son boycottage de la conférence de Genève sur le désarmement, ses surenchères antisoviétiques, ses intrigues pour forcer la porte du club atomique, son opposition à la force de frappe européenne, et même ses machinations pour saboter l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun afin de conserver un leadership européen qui, tôt ou tard, devrait lui valoir un fauleuil dans le fameux Directoire. De Gaulle mène donc une politique étroitement nationaliste même au sein du bloc atlantique et ne conçoit de concession à l'égard de ses partenaires occidentaux que comme contrepartie d'un pouvoir accru de décision ou de contrôle à l'égard de l'atlantisme. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir la France aussi superbement isolée dans le monde moderne...

Georges Batelier.

UN CADEAU DE NOËL, UTILE ET INTÉRESSANT : un abonnement à **TRIBUNE**

LA grande campagne de diffusion de Tribune, démarrée il y a deux semaines, donne des résultats de plus en plus positifs, cependant nous sommes encore loin du but.

Les campagnes électorales, et celles de la Sécurité sociale, ont de nouveau réveillé l'intérêt pour la chose politique, nous devons en profiter.

A tous ces lecteurs qui approuvent notre ligne politique mais qui ne connaissent pas encore notre journal, nous devons proposer des informations permanentes sur notre action et nos positions, grâce à Tribune Socialiste.

Il nous paraît intéressant de donner à titre d'exemple une lettre de lecteur accompagnant l'envoi d'essai pour l'Yonne.

A mon avis il faut faire connaître le P.S.U. à la campagne. Nous devons donc faire un effort dans ce village d'où je suis originaire et où j'ai de la famille. (4 bulletins P.S.U. sur 90 votants).

Pour ce faire, nous avons pris une base :

Chaque lecteur doit essayer de trouver soit trois nouveaux abonnés (remplir le bon d'abonnement ci-joint), soit cinq lecteurs au numéro.

Pour vous aider dans cette tâche, nous vous proposons deux formules :

1° Les envois d'essai : nous envoyons 4 numéros de Tribune Socialiste, suivis d'une demande d'abonnement ;

2° Les envois propagande : qui vous permettront de faire connaître le journal dans votre entourage. (Voir les bulletins ci-contre.)

Alors que les fêtes de Noël et du Jour de l'An approchent, rendez-nous service, en faisant un acte militant qui, en plus, sera utile et agréable : offrez un abonnement à « Tribune ».

ABONNEMENTS

M
demeurant
envoie la somme de NF
à votre CCP 5826-65 Paris pour l'abonnement de :

1° M
demeurant
(abonnement de (1)

2° M
demeurant
(abonnement de (1)

3° M
demeurant
(abonnement de (1)

1) Soutien 30 NF — 1 an 19 NF — 6 mois 10 NF — 3 mois 5 NF.

ENVOIS D'ESSAI GRATUIT

Desirant participer à votre grande campagne de propagande, je vous fais parvenir une liste de noms et d'adresses de personnes à qui vous pourriez faire des envois d'essai gratuits de « Tribune Socialiste ».

(Ecrire très lisiblement les noms et adresses.)

1° M (prénom)
Adresse
2° M (prénom)
Adresse
3° M (prénom)
Adresse
4° M (prénom)
Adresse
5° M (prénom)
Adresse
Voici mon nom et mon adresse (facultatif) :
M (prénom)
Adresse

ENVOI GRATUIT DE PROPAGANDE

Je désire faire connaître « Tribune Socialiste » autour de moi et vous demande en conséquence de me faire parvenir à l'adresse ci-dessous exemplaires (1) de votre hebdomadaire pendant quatre semaines.

Dans toute la mesure du possible, je vous ferai connaître les résultats que j'aurai obtenus.

M (prénom)
Adresse (très complète et très lisible)
Signature :

(1) Maximum cinq exemplaires

NOTRE JOURNAL

D'un camarade...

« Je souhaite trouver dans T.S. davantage d'articles de fond expliquant notre position sur les « points sensibles » de l'actualité aussi bien nationale qu'internationale. J'espère que cette campagne permettra d'augmenter le volume de T.S. Au fait, est-ce « Tribune » ou « Tribune Socialiste » ?

Le titre exact est « Tribune Socialiste », hebdomadaire du parti socialiste unifié.

LES VIEUX ET LA PROPAGANDE

De C. Clozmann,
27, rue Jean-Dolent,
Paris-14^e

...Enfin, un vrai hebdomadaire d'action socialiste... J'attire votre attention sur une catégorie sociale que l'on a trop tendance à négliger, les vieux travailleurs. Ne pourrait-on pas faire une campagne sur cette catégorie de déshérités ? Sait-on aussi que ces vieux et vieilles sont des propagandistes remarquables pour ceux qui s'occupent de leur sort.

POUR LA DIFFUSION

De P. Précias,
à Seynod (H.-S.).

« Très bien la présentation par Delcroix du livre de Martinet ». Est-il possible de s'abonner à T.S. ?

Naturellement. Le prix de l'abonnement est indiqué dans tous les numéros. Nous te rappelons son prix : 19 NF. Et le C.C.P. de « Tribune » : 5826-65 Paris.

En attendant Colette Audry

De J. Fort,
à Brienne-le-Château

« Le médecin interviewé par « T.S. » au sujet de la Thalidomide et des malformations congénitales laisse entendre que la vie est belle (et sans doute qu'il faut la multiplier) puisqu'une de ses malades, qui est privée de bras, peint avec un pinceau dans sa bouche. « Ce médecin confond

la valeur réelle de la vie et l'opinion qu'on se forge sur la vie, l'attitude que l'on adopte, à son égard. Bon gré, mal gré, nous sommes attachés à notre vie, nous n'avons pas le choix; et nous pouvons nous réfugier dans un confortable optimisme, oublier par exemple qu'au bout de la vie il y a inévitablement la mort malgré tous les soins que nous prenons constamment pour nous en préserver.

« Mais si nous n'avons pas le choix, s'il est sain d'oublier la mort en ce qui nous concerne, cela n'empêche pas qu'il faut se rappeler qu'elle existe, et les souffrances, lorsque nous avons le choix : choix de faire vivre d'autres êtres. Un médecin devrait pourtant en savoir long sur la misère humaine. »

Nous publions cette lettre, bien que nous ne soyons pas d'accord évidemment sur son pessimisme trop complaisant.

De Berlin

Ch. R. du S.D.S.,
Etudiants socialistes
de gauche de Berlin.

Merci au camarade du Bd Garibaldi pour son service de T.S. Ces contacts entre socialistes français et allemands de l'Ouest sont utiles et fructueux, car nous sommes ainsi au courant de l'activité de la gauche en France.

Un acte militant

De M. H. Massard,
Lyon.

Enfin il semble que vous ayez compris qui vous lisait et pourquoi.

Cependant il y a encore des sursauts. Vous laissez passer ici ou là un « nouveau roman » indigeste et ennuyeux pour les non-initiés.

Ceux qui vous lisent accomplissent en achetant « Tribune », un acte militant, ce n'est pas pour se donner bonne conscience (je pense à « l'Express »), mais c'est pour savoir ce qui se passe dans le monde, leur journal local se gardant bien de le leur révéler.

Mais il ne faut pas non plus ne faire que de la théorie politique et économique, rebutante à souhait.

D'autre part modérez votre position pro-benbeliste surprenante et, il me semble, prématurée.

pour **25 NF** seulement au lieu de **60 NF** (prix à la mise en vente)

Tribune Socialiste vous offre ce magnifique volume relié

Voici enfin, des origines à Khrouchtchev, l'histoire trop mal connue du peuple qui, sorti bien après les autres du Moyen Age, domine aujourd'hui la moitié de la race humaine.

Cette histoire, d'une objectivité absolue, qui raconte en 306 pages de grand format (24x31) cette passionnante ascension, la rend sensible au lecteur par une illustra-

tion d'une richesse unique : 300 documents en noir et 36 en couleurs ! Mais seuls pourront en profiter de cette offre — car il ne reste que quelques exemplaires — les lecteurs qui enverront aujourd'hui même le bon de commande ci-contre à notre service littéraire, la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris-7^e (avec faculté de retour dans les 48 heures).

BON à adresser à la Librairie PILOTE (Service T.S.)
30, rue de Grenelle, Paris-7^e

Veillez m'adresser l'HISTOIRE ILLUSTRÉE DE LA RUSSIE par J. Carmichael pour le prix de 25 NF au lieu de 60 NF que je règle ci-inclus en un O mandat O chèque O chèque postal joint à ce bon (ne pas l'envoyer au Centre C.C.P.) à votre compte 13.905 31.

Je garde le droit de vous retourner l'ouvrage dans son emballage d'origine dans les 48 heures, auquel cas je serai immédiatement et intégralement remboursé.

Nom Profession
Adresse
Signature :

**HISTOIRE
illustrée
DE LA RUSSIE**



Rhône : à propos de Remington

La Fédération du Rhône a édité un tract consacré au scandale Remington.

Le tract sépare trois idées : le scandale Remington (une usine neuve, inaugurée en 1959, ferme ses portes trois ans après); la répression syndicale (le lock-out se généralise au Zénith, à Rhône-Poulenc, à Berliet); l'impuissance du pouvoir... chez Remington et ailleurs (le ministre du Travail recommande de réduire les horaires, de suspendre les embauchages et d'avancer l'âge de la retraite lorsqu'une usine est en difficulté).

Le tract conclut à la nécessité de s'organiser pour mettre en marche une société d'hommes libres et responsables.

Sarcelles : victoire P.C.-P.S.U.

Voici les résultats du deuxième tour des élections municipales partielles de Sarcelles (scrutin du 16 décembre 1962).

Deux listes en présence. Inscrits : 13.916. Votants : 6.722. Nuls : 170. Exprimés : 6.552.

Liste d'Union républicaine et laïque présentée par le P.C.F. et le P.S.U. — Ont obtenu, dans l'ordre : Frenal Jacques (P.S.U.), 3.718 voix ; Lecouteux Georges (P.C.F.), 3.714 ; Favennec Roger (P.S.U.), 3.695 ; Nicolas Jean (P.C.F.), 3.680 ; Boujon Jacqueline (P.C.F.), 3.648 ; Canacos Henry (P.C.F.), 3.665. Tous élus. Pourcentage 56,7 %.

Liste d'Union locale (tendance U.N.R.). — Martin, 2.856 ; Fontaine, 2.852 ; Lambert, 2.839 ; Vernus, 2.831 ; Mériaux, 2.831 ; Labbé, 2.829.

On remarquera que nos camarades obtiennent, dans l'ordre, la première et la troisième place sur la liste élue.

Pour ce deuxième tour, les quatre autres listes s'étaient purement retirées sans désistement. D'autre part, la S.F.I.O., sur l'ordre de Mazurier, ancien député de la circonscription, a refusé de faire alliance avec le

P.S.U. et le P.C. (ce qui provoque, d'ailleurs, de sérieux remous au sein de leur section).

Le P.S.U. dénonce

Dans le cadre d'une campagne d'action sur les problèmes économiques, la Fédération du Rhône vient, dans un tract distribué à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires dans la région lyonnaise, et par affiches également, de dénoncer à nouveau le scandale de Remington, cette usine inaugurée en grande pompe en 1959 et qui ferme ses portes trois ans après en licenciant 1.200 personnes sur décision prise à Lausanne, New York ou ailleurs par quelques financiers.

Le P.S.U. dénonce aussi la répression syndicale généralisée ; en effet, depuis quelque temps une véritable « chasse aux sorcières » est menée par le patronat. Le lock-out se généralise : Zénith, Rhône-Poulenc, Berliet, etc. La chasse aux délégués par lettre d'avertissement, licenciement, mise à pied, recours en justice se développe. Sur des récents scrutés électoraux du pouvoir, le patronat veut, par la terreur et l'intimidation, supprimer toute velléité de revendication chez les travailleurs.

Enfin, le P.S.U. dénonce l'impuissance du pouvoir, chez Remington et ailleurs ; malgré la circulaire Grandval (T.M.O. 62, VII-VIII du 7-11-62), refusant les licenciements collectifs et recommandant aux patrons des usines en difficulté de réduire les horaires, de suspendre les embauchages et d'avancer l'âge de la retraite, des entreprises comme Remington passent outre et continuent à licencier... En fait, le gouvernement se garde bien de prévoir les mesures fermes d'application de ses directives.

Ainsi, le patronat et le pouvoir gaulliste démontrent, s'il en était encore besoin, leur incapacité de répondre aux besoins des travailleurs, leur seul souci étant le profit.

Jean Péaud hors de danger

Notre camarade Jean Péaud, responsable de la commission nationale des activités physiques et sportives, a été victime, il y a quelques jours, d'un très grave accident d'automobile à Pantin.

Après quelques jours très pénibles, notre camarade est actuellement hors de danger.

Nous lui adressons nos vœux de complet rétablissement.

Conférence-Débat à la Mutualité

Conférence-débat sur le thème : « ACTUALITE DU MARXISME », jeudi 20 décembre, à 20 heures, salle de la Mutualité, rue Saint-Victor, Paris (5^e), sous la présidence de Pierre Naville, sociologue, directeur

Plus que jamais, se loger

Le parti a, plus que jamais, besoin de se loger.

Notre souscription pour la Société Civile Immobilière est toujours ouverte. Il est évident que pendant la période électorale, nos camarades et sympathisants ayant d'autres préoccupations, cette souscription ne nous a pas encore procuré les ressources qui nous sont absolument indispensables.

Nous demandons aux uns et aux autres de renouveler leur effort.

Nous rappelons que les fonds doivent être adressés — chaque part étant de 50 NF — à :

M. Jacques BUENO, 3, allée Tristan - Bernard, à Pantin (Seine). (C.C.P. 1752-01, à Paris.)

Merci à tous.

Edouard Depreux.

de recherches au C.N.R.S., avec Ernest Mandel, rédacteur en chef du journal socialiste belge *La Gauche*, auteur d'un « Traité d'économie marxiste » ; Gilles Martinet, directeur de *France-Observateur*, auteur de *Le Marxisme de notre temps* ; André Barjonnet, économiste, secrétaire du Conseil de la C.G.T.

Ce débat, organisé par l'A.G.P.L.A. (Association générale de préparations mens nos sentiments de sympathie attristée.

littéraires et artistiques), est ouvert à tous.

Nous ne saurions trop insister sur son intérêt.

Eboueurs et riverains

(D'un correspondant parisien)

Certaines rues du XIV^e arrondissement de Paris (en particulier celles du quartier Saint-Jacques) sont balayées à périodes très intermittentes.

Les riverains se plaignent et certains accusent les balayeurs. Ceux-ci rétorquent : personnel insuffisant. Sait-on que le salaire de base de ces balayeurs est de 410 NF ? A ce tarif, pas étonnant que la Ville de Paris ne trouve pas de personnel.

Nécrologie

Nous avons le regret d'annoncer la mort, à l'âge de 45 ans, de notre camarade Jacques LESTRANGES, trésorier de la fédération du Jura.

A la famille de notre camarade et aux militants du Jura, nous expri-

LA PROPAGANDE, ARME N° 1

rapport édité par la Fédération du Rhône, paraît cette semaine.

Vu le grand succès, commandez sans tarder ce document au tirage limité.

1,50 NF l'ex. franco. Au-dessus de 5 exemplaires : 1 NF.

P.S.U., Maison des Sociétés, Bron (Rhône). C.C.P. Tholomet Lyon 5302-52.

L'INSTRUMENT DE TRAVAIL QUI VOUS MANQUAIT JUSQU'ICI

UN LIVRE UNIQUE QUI REMPLACE TOUTE UNE BIBLIOTHEQUE

ENCYCLOPÉDIE DES CITATIONS

de P. DUPRE

CONTIENT PRES DE 10.000 CITATIONS

d'expression française de Clovis à Françoise Sagan ● des plus grands écrivains étrangers de 23 langues différentes ● des grands classiques des littératures grecque et latine ● des hommes politiques ● des textes sacrés : Ancien et Nouveau Testament, Coran, Talmud et textes indiens ● des mots historiques ● des proverbes et locutions proverbiales.

L'HISTOIRE, LA PHILOSOPHIE, L'ART LITTÉRAIRE DE TOUS LES PAYS ET DE TOUS LES TEMPS.

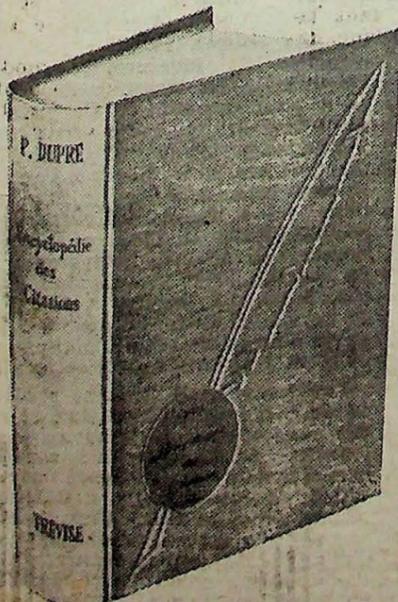
BON DE COMMANDE

Je soussigné déclare acheter exemplaire de l'« ENCYCLOPÉDIE DES CITATIONS », de P. Dupré au prix de NF 49,50 (franco de port et d'emballage), que je règle par chèque ou mandat inclus, ou par virement au C.C.P. 14.505.90 Paris (cf-joint les 3 volets) à l'ordre d'O.M. Diffusion.

NOM : PRENOMS :
PROFESSION : DOMICILE :
VILLE : DEPARTEMENT :
PAYS : DATE :

SIGNATURE

Ce bon de commande doit être adressé, accompagné du règlement, à O.M. Diffusion (Service TRIBUNE 100, avenue Raymond Poincaré, Paris 16^e).



Cet ouvrage in-4° écu (19,5 x 25,5) de 720 p. tiré sur vélin blanc spécial, relié pl. toile avec fers spéciaux. Trois index, très complets :
● Index des noms cités ;
● Index des idées ;
● Index des mots clefs, rendent toute recherche aisée.
UN VOLUME : NF 49,50

Cinéma

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Présente :

EN PREMIERE EXCLUSIVITE

CIEL PUR

de GRIGORI TCHOUKHRAI

Grand Prix du Festival de Moscou 61

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 19 au 25 Décembre

VIVRE SA VIE

Interdit aux moins de 18 ans

Arts

Exposition

Très à l'aise dans la grande salle de la Maison de la Bretagne, les toiles de G. Gardey sont un poème de la mer.

Tons gris ou bleus, du crachin, des vagues, des femmes en noir, ces paysages sont fort beaux.

Ma préférence va cependant à la deuxième période. Mi-figuratifs, mi-abstraites, ces tableaux, riches en couleurs, semblent mieux convenir au talent de G. Gardey.

PETITES ANNONCES

Tribune Socialiste, 71, rue des Sts-Pères.

Tarif forfaitaire : 20 NF plus taxes.

REGLEMENT COMPTANT. AUCUNE ANNONCE N'EST ACCEPTÉE PAR TELEPHONE.

● Camarade cherche 2 pièces. Tous quartiers, même avec fort loyer ou reprise. Ecrire à « Tribune Socialiste » N° 1501.

Dame 64 ans trait s'occuper enfants à domicile, éventuellement petits travaux ménagers pour Paris ou la banlieue nord. Ecrire à : Tribune Socialiste, 54, bd Garibaldi, qui transmettra.

● Etudiants cherchent leçons de 6^e mathématique élém. ou philo. Toutes matières. (Tarif U.N.E.F.). Ecrire à « Tribune Socialiste », N° 1502.

● Cherche secrétaire, 3 jours par semaine. Ecrire à « Tribune Socialiste », N° 1503.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
● Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e)
Tél. : SUF 19-20 Tél. : PIG 65-21

● Publicité :

Geneviève Mesgulche 71, rue des Saints-Pères Paris (6^e)

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 88-61, rue La Fayette Paris (9^e)

Pas de pique-nique à Calcutta

de H. MILLS

AIMEZ-VOUS... « Arsenic et vieilles dentelles », « Passeport pour Pimlico », l'humour britannique, ce mélange de naïveté douceâtre, de bons sentiments et de folie mesurée ? Si oui, vous aimerez « Pas de pique-nique à Calcutta » de H. Mills, adapté par Gérard Jarlot (1). On y trouve en effet les procédés chers à ces réalisateurs de cinéma britannique. Deux doigts d'audace, trois d'inconvenance, le tout avec l'élégance et le flegme de tradition. Ici nous trouvons une mère bien complaisante au point de prêter son âme sœur à un fils nouvellement marié laquelle initiera le naïf aux voluptés charnelles. Nous trouvons également l'inévitable empoisonneur (personnage de plus en plus commun à la scène comme à l'écran (comme à la ville) dont l'efficacité apparaîtra douteuse. Avec cela donc, du rire, un certain brio, l'humour britannique quoi. D'une distribution qui comporte les noms de Bernard Jousset, Jean Leuvrais, J.-B. Thierrée, Yvette Etiévant, donc plus qu'honorable, on distinguera Dominique Blanchard. La tessiture d'une voix angélique rend perceptibles les répliques relevées qui forment l'essentiel de son rôle. On s'amuse, mais il faut être prévenu des limites du propos. Voilà qui est fait.

Emile Copfermann.

(1) Théâtre de l'Athénée.

Les dimanches de Ville-d'Avray

de Serge BOURGUIGNON



« Un film qui n'est qu'un documentaire ». Ci-dessus, Hardy Kruger

Le cinéma français englué dans la littérature, le snobisme, la psychologie est réduit à nous donner des œuvres faibles et prétentieuses, que ce soient Moderato Cantabile, Vivre sa vie, ou Les Dimanches de Ville-d'Avray dont l'erreur commune est de nous imposer une vision du monde radicalement fautive.

Un aviateur (Pierre) a tué, sans le vouloir, une fillette en Indochine. Depuis cet accident, il est devenu amnésique. Il rencontre, à Ville-d'Avray où il se repose, une fillette de douze ans (Cybèle) abandonnée dans une institution religieuse. Par une sorte de transfert inconscient, il prodigue toute son affection à cette petite fille. Ils se retrouvent tous les dimanches et se promènent le long des étangs de Ville-d'Avray. De semaine en semaine, c'est un amour croissant qui unit les deux êtres.

Tout en reconnaissant la difficulté du sujet (traduire la pureté absolue de cet amour face à une société philistine prête à le condamner), il reste que l'histoire ne semble pas nous concerner. Serge Bourguignon nous donne ici un conte. Mais il se place en désynchronisme total avec le lieu et l'époque ; se souvenant du Sourire, d'ailleurs très beau, il donne à ces Dimanches de Ville-d'Avray une couleur orientale, panthéiste. Sa manière de voir les choses est, certes, contemplative. Bourguignon aime les arbres, l'eau, la nature en général. Son film constitue un excellent documentaire sur les alentours de Ville-d'Avray ; le cinémascope et une pellicule sensible facilitent la tâche. Mais l'histoire humaine ne s'insère pas dans cette histoire naturelle. Elle est traitée avec beaucoup trop de componction, la syntaxe cinématographique est précieuse jusqu'à l'excès, la jeune Patricia Gozzi a, dans la voix, des intonations de comédienne déjà consommée. Quant aux attitudes et aux dialogues, ils ne sont pas ceux d'une fillette de douze ans.

Les seconds rôles. Les seconds rôles sont inexistantes. Ce ne sont que clichés vus mille fois dans d'autres films : la fête foraine, la voyante, le dîner guindé. Quant au lyrisme musical (Albinoni, Hœndel), il est, lui aussi, le fruit de recettes trop employées.

Pierre Uytterhoeven.

La création du monde

TOUT le monde connaît les dessins de Jean Effel, ceux notamment sur la « Création du Monde », avec les petits anges et Adam et Eve. Des cinéastes tchèques, dirigés par Edouard Hofman, ont animé ces dessins avec fidélité et ont reconstitué pour notre plaisir la souriante genèse effellienne. Un commentaire écrit par Effel lui-même et dit par François Périer déroule d'agréables vers de mirilton, qui font penser dans leurs meilleurs moments à la Petite cosmogonie portative de Queneau.

Il faut souligner que l'école tchèque de dessin animé, et Edouard Hofman lui-même ont donné assez de preuves de maturité et de talent pour qu'on prenne conscience du caractère volontaire que revêt ici la limitation du propos. Ce qu'ont voulu les cinéastes tchèques, ce n'est pas une « adaptation » d'Effel, ce n'est pas une « re-création ». Ils ont voulu absolument être les serviteurs du dessinateur français ; faire bouger ses dessins, un point c'est tout. Comparer ce film à d'autres dessins animés, américains par exemple, serait une erreur : il ne s'agit pas ici d'une création autonome des Tchèques, qui se sont mis entièrement, comme des instruments, au service de Jean Effel.

Le résultat est aussi charmant que les dessins fixes ; malgré un rythme un peu lent on ne s'ennuie pas, si l'on est dans de bonnes dispositions. Film déconseillé à ceux qui ne goûtent l'humour, que ravageur et vitriolique ; film recommandé aux familles pour les fêtes.

Marcel Ranchal.

Dans la peau d'un noir

LES ENFANTS D'ALGERIE

Récits et dessins

J'n'aime pas beaucoup qu'on mêle les enfants au combat politique : la démagogie gagne vite le propos et, somme toute, il s'agit, dans de tels cas, de manipuler les sentiments spontanés de ceux auxquels on s'adresse. Les responsables de cette publication, Les Enfants d'Algérie, ont observé le maximum de neutralité à l'égard des dessins et des textes qu'ils publient. Ce sont des comptes rendus enregistrés, sténographiés, imprimés sans commentaires. Ils évitent ainsi l'écueil que je signalais plus haut. Dire que, par là, Les Enfants d'Algérie, constitue un réquisitoire d'autant plus accablant, c'est dire une banalité : ce sont toujours, dans les guerres, les révolutions, les enfants qui sont les plus profondément atteints et qui sont, par la suite, les accusateurs les plus implacables. Fraîcheur, poésie, ces qualificatifs reviennent habituellement sous la plume pour définir des dessins d'enfants ; on n'ose ici les employer. Les thèmes traités toujours ici, mort, torture, massacre sont trop atroces pour cela. « Ne plus jamais voir cela », « Pour un monde plus humain », etc., ces formules de l'académisme idéaliste achèvent généralement les discours. Nous savons, nous, que les pieuses indignations masquent trop souvent les hypocrites complicités. Elles ne sauraient suffire.

E. C.

(Maspero, éditeur.)

POUR mieux comprendre le problème noir aux Etats-Unis, un journaliste libéral, John Griffin, a réalisé une expérience qu'aucun homme n'avait jamais entreprise. Grâce à un procédé chimique qui colore l'épiderme, John Griffin est entré « Dans la peau d'un Noir » (1) et a vécu pendant six semaines la vie des « colored men » dans le sud des Etats-Unis.

Métamorphose en « nègre », J. G. fait aussitôt connaissance avec la haine, le mépris, l'insulte à tout propos que lui jettent les Blancs. Rapidement il sait reconnaître sur leurs visages ce que les Noirs appellent l'œil haineux. « Le Noir apprend à connaître par cœur ce silencieux langage. Grâce au regard désapprobateur et irrité de l'homme blanc, il sait qu'il doit continuer son chemin, qu'il a dépassé la mesure. »

Ce sentiment d'infériorité, cette humiliation, le Noir le ressent à chacun de ses pas. Dans une gare où la caissière lui refuse un billet sous prétexte qu'elle n'a pas de monnaie, dans le car où il doit obligatoirement prendre place à l'arrière et quand, par hasard, il s'égare fatigué, dans une salle d'attente, l'œil haineux lui fait rapidement comprendre qu'il est indésirable.

Mais les pages les plus poignantes décrivent, véritable descente aux Enfers, le voyage en car de l'Etat de la Nouvelle-Orléans à l'Etat du Mississippi où sévit la plus implacable ségrégation. « Au fur et à mesure que nous pénétrons au cœur du Mississippi, je remarquais que les Noirs se rapprochaient les uns des autres pour trouver et donner un appui. Tandis qu'à la Nouvelle-Orléans ils ne font pas très attention les uns aux autres, dans le Mississippi, à chaque arrêt, tous ceux qui montaient dans l'autocar avaient un sourire et un salut pour tout le monde. Nous éprouvions le besoin impérieux d'établir un contact amical afin de nous protéger contre la menace invisible. »

Cette suite de vexations, d'humiliations quotidiennes transforment la vie des Noirs en effroyable calvaire.

Ce bouleversant témoignage, au cœur même du racisme, décrit avec une grande sobriété, sans effet spec-

taculaire, sans lynchage, nous fait prendre conscience des véritables proportions du drame des Noirs aux Etats-Unis.

Marcel Aizertin.

Dix jours qui ébranlèrent le monde par John Reed

CORRESPONDANT de guerre américain en Russie, le journaliste John Reed assista à Pétrograd à la phase décisive où le pouvoir glissait des mains des classes possédantes entre celles du prolétariat en armes. Témoin professionnel, il devait retracer dans un ouvrage classique aujourd'hui les événements auxquels il devait se trouver mêlé. « Dix jours qui ébranlèrent le monde » (« Tableau exact et extraordinairement vivant d'événements qui ont une si grande importance pour comprendre ce qu'est la révolution prolétarienne, ce qu'est la dictature du prolétariat », écrivait Lénine en préface à l'édition américaine) fut pourtant longtemps mis à l'index par ceux qui ne pouvaient accepter de voir apparaître le rôle réel de Trotsky dans le mouvement insurrectionnel. On se félicite donc de voir, après la réédition récente des Editions Sociales, cette seconde parution dans la collection « Le monde en 10 1/2 » (4,50 NF). Format, prix rendent accessible un livre que tous les militants doivent lire. Ils se passionneront pour ce que Reed nomme une « aventure, l'une des plus merveilleuses où se soit engagée l'humanité ».

E. C.

(1) Gallimard, édit.

La bonne chanson : Léo Ferré à l'A.B.C.

EMPOIGNE par un succès soudain et inattendu, Léo Ferré, 46 ans, ayant perdu ses cheveux et quelques dents, après dix-huit ans de vaches maigres passées à composer et à chanter de belles chansons que personne ou presque n'écoutait, Léo Ferré se venge.

A l'A.B.C., tous les soirs, et pour un prix coquet, la belle société en manteau de fourrure, venue voir l'anarchiste en costume de velours, en a pour son argent. Ça gueule et ça vitupère, ça casse tout et ça n'épargne personne : de Gaulle, Margaret, le bon Dieu, Moréno, j'en passe et des meilleures (cf. : T'es rock, Coco - Les Temps difficiles - T'as payé...). Dans le fond, ce n'est pas mauvais de crier de temps en temps, ça soulage, mais les copains fidèles, ceux d'avant le succès, préfèrent tout de même les autres chansons de Léo, celles d'un poète véritable (mais oui), et il en a quelques-unes cette année.

Ecoutez « Le Testament » dit par sa femme, fragile Madeleine, et muse des bons comme des mauvais jours ; écoutez « La Cumparsita », rêve d'un accordéoniste raté, hanté par un tango fantomatique ; « Ostende », brume, bière et filles d'ennui, chanson d'il y a un an, paroles de Causimon ; « La langue française », ou l'anglais tel qu'on le cause, satire qu'apprécieront nos professeurs de lettres.

Et puis, bien sûr, nous retrouvons les poèmes d'Aragon et de Baudelaire, qui, mis en musique, prennent une nouvelle dimension. Ferré, de sa voix tour orageuse ou tendre, recommanderait-il la Poésie et la Chanson populaire ?

Michel Joch.